

N° 707 — 3 F
DU 25 JUIN AU 1^{er} JUILLET 76

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

Italie : à la
Gauche de jouer



**crise :
la police aussi...**

Direction politique :
Alain Tiemcen

Rubriques :

- **Où va la France?** Léo Goldberg, Maurice Najman
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphane Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis.
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay
- **C'est aussi politique :** Michel Acidant

Collaborateurs permanents

G. Akoun - C. Bourdet - A. Chataignier
Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay -
Ch. Guerche - G. Hercet - J. Jullien - R.
Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph.
Mariélie - M. Mousel - A. Noël - D.
Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M.
Vadrot.

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin -
Olger.

Secrétariat de rédaction :
Monique Grima

Maquette :

Chantal Lender
Max Pagis

Secrétariat - Documentation :
Marie-Françoise Chailleux

Promotion :

J.-L. Craipeau - S. Ros - H. Le Toquin -
J.-P. Sallent

Dir. publ. : H. Le Toquin
9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64
Administration et publicité :
566-45-37

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Composition :
Compo-presse, Paris.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F
pour six mois moix. Soutien : 150 F.
Pour tout changement d'adresse :
joindre 3 F en timbres et l'ancienne
bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

Les prix montent sec. *Jacqueline Cottez* p. 4
Après le congrès de la JOC : Apprentis debout !
Daniel Ferrand, Jean Cévennes, Geneviève Petiot p. 5
Quand le PCF théorise. *Maurice Najman* p. 6

Briser la chaîne

37^e congrès de la CFDT : p. 7
— revalorisation du syndicat. *Emmanuel Carroube* p. 8
— la CFDT et le PS p. 7
Barbières : pour vivre au pays. *Yves Sparfel* p. 9
Santé : Pierre-Bénite continue p. 9
Sonacotra : des arguments irréfutables p. 9

Notre dossier :

Spécial police

Formation ? non, conditionnement p. 11
La chasse aux sorcières dans la fonction publique p. 12
Des travailleurs un peu particuliers p. 13
Un avertissement : travailleurs si vous saviez. *G. Guillernou* p. 13
Appel de policiers p. 14

Et pourtant elle tourne

Italie : : p. 15
— Une situation bloquée p. 15
— le rendez-vous de la gauche.
(*Interview de Rossana Rossanda, par Gilbert Hercet*) p. 15
Espagne :
Centralisme et nationalités : intervention de Tierno Galvan
au congrès du PSP p. 16
Portugal :
Otelo en campagne. (*Interview de Pedro Rodriguez - MSU*
par Bernard Ravenel) p. 16
Libye :
Soutenir partout la liberté. (*Interview d'Ahmed Shehati*
par Gilbert Hercet) p. 17
Afrique du Sud :
Giscard et Kissinger au secours du racisme. *Philippe Mariélie* p. 18

Tribune de l'autogestion

L'homosexuel, l'autre ? p. 20

C'est aussi politique

Théâtre : Histoire de l'oncle Jacob. *Dominique Nores* p. 21
Deux écrivains en exil : Nabile Farès, Edmond Jabès. *Marion Lay* p. 22
A propos de « La Bête » de René-Victor Pilhes. *Christian Hervé* p. 22
Les disques. *Michel Acidant* p. 22



TS paraîtra jusqu'au 15 juillet. Sa parution reprendra au rythme habituel le 2 septembre, après deux numéros les 29 juillet et 19 août.

Rouge présentera le mercredi 30 juin et publiera à partir du lundi 5 juillet quatre inédits de **Jack London**.

Quatre inédits où l'auteur s'explique et explique le chemin qui l'a conduit aux convictions socialistes qu'il défendit avec tant de vigueur. ■

L'affaire des détournements de fonds de l'UFOVAL

Le tribunal de grande instance de Charleville-Mézières a rendu le 2-6-1976 son jugement dans une affaire particulière.

Au cours d'une audience spéciale, le tribunal carolomacérien avait vu comparaître devant lui, le 12 mai, MM. Michel Jacquemin et Gaston Husson. Le premier, instituteur, ex-directeur de la colonie de vacances de l'UFOVAL à Pauvres ; le second, instituteur en retraite, ex-délégué départemental de l'UFOVAL ; ils étaient tous deux poursuivis pour abus de confiance et détournement de fonds au préjudice de l'UFOVAL.

C'est la direction de la Fédération des œuvres laïques des Ardennes et de la Jeunesse au Plein Air qui a ouvert le dossier. Il n'avait pas fallu

moins de trois ans pour l'instruire. Au cours de l'audience du 12 mai, Michel Jacquemin a reconnu avoir confondu la comptabilité de la colonie de Pauvres avec la sienne propre et n'avoir pu éviter les « erreurs ». Gaston Husson, pour sa part, reconnaissait n'avoir pu rendre un certain nombre de documents comptables parce que ceux-ci avaient été détournés.

La responsabilité de Gaston Husson n'a pu être clairement établie et le tribunal l'a relaxé du chef d'inculpation. Il relaxe également Michel Jacquemin du chef d'abus de confiance, mais le condamne cependant à une peine amnistiable pour le détournement d'argent, à rembourser 23 532,75 F à la Fédéra-

tion des œuvres laïques qui s'était portée partie civile et à lui payer 3 000 F de dommages-intérêts.

A en croire certains, tout ne serait pas terminé pour autant, et l'affaire devrait se poursuivre encore après qu'elle ait fait appel du jugement. Un avocat même dit qu'il ne s'agissait que de la partie visible de l'iceberg.

Le retentissement qui accompagne cette affaire n'est pas apaisé au sein du milieu enseignant ardennais.

D'autres dossiers risquent bien de s'ouvrir. C'est ce qu'a annoncé M. Jean Joly, dans une conférence de presse du 22-6-1976 à Charleville, qui parlait au nom des responsables actuels de la Fédération des œuvres laïques.



éditorial

l'échec des «combinazione»?

LES résultats des élections italiennes traduisent les problèmes spécifiques de la société italienne — qui ne sont pas les nôtres. En même temps, ils constituent une bonne leçon pour toute la gauche européenne.

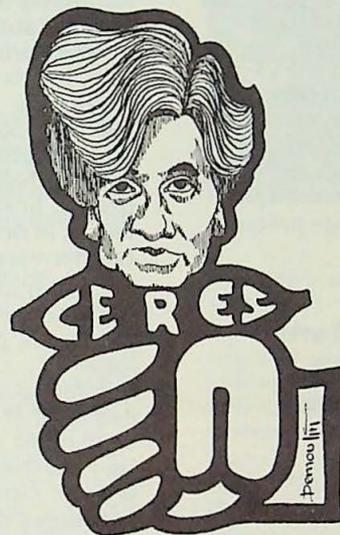
Le PCI a prouvé, une fois de plus, que sa stratégie de « compromis historique » était électoralement payante pour lui : sa progression est impressionnante. Mais elle ne provoque plus d'effritement des suffrages démocrates-chrétiens. Au contraire, repris en main par Fanfani, les électeurs de la droite classique comme de la droite musclée ont fait front, cessé de disperser leurs voix et renforcé la DC.

Les Italiens connaissent ainsi, à leur tour, les délices de la « bipolarisation ». Mais de surcroît, leur système institutionnel leur permet de goûter les joies du blocage politique. Le Parlement est en effet ingouvernable, et il n'est à nouveau pas impossible qu'on assiste à des *combinazione* du type « gouvernement démo-chrétien soutenu en sous-main par les communistes ». En sous-main au Parlement, car à l'évidence, le compromis historique, payant comme tactique électorale pour le PCI, est plus inacceptable que jamais comme stratégie.

ON mesure là, toute la distance qui sépare le mouvement social de son expression politique. Alors que le mouvement ouvrier italien s'est révélé, depuis des années, comme le plus puissant d'Europe, le plus porteur d'une volonté de rupture avec le capitalisme, le PCI et le PSI se sont refusés à donner une expression politique cohérente et offensive à ce mouvement. Ils n'ont pas, soucieux qu'ils étaient de préserver les chances d'un arrangement au sommet avec certaines forces de la bourgeoisie, tenté de proposer aux masses italiennes une riposte politique commune et globale à la crise.

La gauche française peut à cet égard apparaître plus avancée, mais son électoralisme tend de plus en plus à lui faire oublier la nécessité fondamentale d'une alternative politique globale, fondée sur le mouvement social, au profit de préoccupations d'ordre strictement gouvernemental. Comme l'a très bien dit Georges Sarre ce week-end au colloque du CERES, « *le Programme commun est acceptable pour la bourgeoisie si on l'échelonne* » : or, de quoi donc est-il de plus en plus question de manière ouverte dans les discours de F. Mitterrand ou de M. Rocard, sinon d'un échelonnement de l'application du Programme commun ?

Oui, de ce côté des Alpes comme de l'autre, l'enjeu paraît clair : c'est la constitution d'un bloc, à la fois social et politique, qui puisse imposer une politique de rupture avec la société actuelle, et d'avancée vers le socialisme. Le temps presse, ici comme là-bas. Le mouvement ouvrier italien, déçu par les formules politiques qui vont sortir des urnes, risque de perdre son caractère unitaire pour se casser en revendications catégorielles, corporatives : il ne manque d'ailleurs pas de groupes politiques, fut-ce à l'extrême gauche, pour souhaiter cet éclatement.



NOS camarades du PDUP et d'*Avanguardia Operaia* — dont nous saluons fraternellement l'entrée au Parlement — sont donc devant une tâche immense : celle qui consiste à rassembler la gauche autour d'une initiative politique commune fondée sur les aspirations du mouvement ouvrier, et qui puisse casser la droite démo-chrétienne.

De notre côté, dépassant le strict cadre d'une union de la gauche à objectif gouvernemental, il nous faut savoir peser dans le sens d'une politique d'unité populaire réelle autour de la classe ouvrière, seul moyen de transformer une éventuelle victoire électorale en processus de construction du socialisme par les travailleurs.

Gilbert HERCET ■

humeur

une et indivisible

« Il n'existe aucune véritable réponse régionale, ni économique, ni culturelle, ni politique au problème de la région. La solution est nationale. Dans un pays comme la France dont l'unité s'est constituée de longue date de manière révolutionnaire, entraînant la participation profonde des plus larges masses d'un bout à l'autre du pays, ce trait est dominant. »
Ces lignes de l'*Humanité* du 12 juin, en conclusion d'une enquête sur les régions qui avait pris sept pages pleines du journal, sont significatives de la démarche présente du PCF.

Au départ, l'enquête conduite par Georges Bouvard était alléchante. Peut-être allait-elle marquer un changement d'attitude du PCF par rapport aux minorités nationales.

L'importance *en place* du journal accordée à ces problèmes, les tribunes ou contributions de Soboul, et d'Antoine Casanova, même vagues et ambiguës, pouvaient laisser croire qu'une approche nouvelle du PCF se faisait jour. Et nous étions prêts à y applaudir. Il a vite fallu déchanter. Depuis longtemps, je n'avais vu dans l'*Humanité* d'exemple aussi frappant de la double lecture que suppose chaque jour le journal du PCF. Lecture externe proposée à tout lecteur du journal. Lecture interne pour initier les militants formés du parti qui doivent comprendre à demi-mot, et retenir en cas de besoin, au détour d'une phrase, les véritables positions du parti.

Première remarque : le Pays basque et la Catalogne ont été « oubliés ». Pas une seule fois ils ne sont cités. Même quand il s'agit de l'enseignement des langues. Effectivement, à l'intérieur des minorités nationales existant au sein du territoire français, ces deux-là, posent problème particulier. Elles sont déchirées par une frontière arbitraire qui les divise au bénéfice des Etats espagnols et français. Comme il est impossible au PCF d'ignorer l'existence de ces minorités dans le cadre des luttes qui ont lieu en Espagne, il préfère occulter leur existence sur le territoire français. Autre absence significative : l'Alsace. Le temps est encore proche où le PCF reconnaissait le droit à l'autonomie de cette minorité. Maurice Thorez s'illustra sur ce thème.

Enfin, pour que nul ne s'y trompe, si par hasard on avait mal compris, ou avalé le morceau, en faisant dire à René Nelli « *L'Occitanie ? Je ne sais pas ce que c'est. On peut regrouper sous cette notion les écrivains et artistes de langue d'oc. Alors oui. Mais pourquoi vouloir substituer à l'unité française une unité « occitane* » qui

regrouperait la moitié de la France et réunirait des gens aussi divers que les Bordelais, les Marseillais, les Limousins ? Ce serait un écran, un carcan politique supplémentaire. La langue d'oc détermine la personnalité de la région.

Félix Damette, membre du comité central, précise encore « *la nécessité d'un développement harmonieux de toutes les régions françaises, répondant aux besoins de tous leurs habitants (étant bien entendu que les régions de la France socialiste ne sauraient être les héritières des provinces d'ancien régime). Le socialisme ce sera aussi le développement général du pays, dans le cadre de spécialisations régionales harmonisées par la nation* ».

Nous y voilà. En fait de découpage régional on s'en tient peu ou prou à la situation présente. Mais surtout, on entend rendre juge l'Etat français, représentatif de la nation française, des *spécialisations régionales* possibles.

En fait, comme beaucoup d'autres au demeurant, y compris dans les mouvements nationalistes, le PCF confond Etat et nation. A croire qu'il n'existe aucun état plurinational dans le monde. Et pour cela, d'inventer l'histoire de la constitution de la nation française, au risque de faire rire tous les historiens de quelque bord idéologique qu'ils soient, y compris les historiens communistes. Et du coup, de confondre les inégalités de développement des régions qui naissent et s'aggravent, comme conséquence inévitable du processus même de la croissance dans une économie capitaliste, avec les revendications nationalitaires, qui prennent en compte cet élément, mais vont bien au-delà. Mieux, on nie même ces inégalités en partie, en insistant lourdement sur le fait que la classe ouvrière a les mêmes difficultés et subit les mêmes oppressions à travers tout le pays.

Restent les particularités culturelles. Elles vont du folklore à l'usage des langues. L'enseignement de celles-ci devrait être favorisé. Etant entendu que cet enseignement devra être « facultatif » (souligné par l'*Humanité*). On pourrait y ajouter les vins de pays, pour faire plaisir aux Languedociens. Et offrir une makila (1) à Georges pour le remercier de sa compréhension, ou bien peut-être pour se rappeler à son bon souvenir.

Christian GUERCHE ■

(1) Makila : vieille canne basque comportant à l'intérieur une lame. Bref, une canne-épée.

Où va la France ?

les prix montent sec

Le Monde, 4 novembre 1975, un titre : « De l'arbre au dépôt d'ordures ». Destruction de 100 000 tonnes de pommes.

Le Quotidien, juin 1976 : « Pourquoi les fruits et légumes sont soudain deux fois plus chers ? »

75 % des consommateurs sont loin des lieux de production, les fruits n'arrivent chez eux qu'après avoir été cueillis, emballés, transportés... Mais le consommateur ne comprend pas comment « la cerise » passe, du mercredi au samedi, de 7 à 12 F le kilo quand il entend dire que celui qui la produit ne reçoit que 1 ou 2 F pour sa peine.

Il y a, en gros, deux sortes de problèmes ; ceux de la production même du produit et ceux du fonctionnement de la chaîne de distribution entre le producteur et le consommateur. Une troisième sorte de problème croisent ces deux premiers ; ce sont les interventions des pouvoirs publics. On en voit les résultats mais on peut s'interroger sur leurs finalités réelles quand ces résultats sont en contradictions avec les objectifs qui sont publiquement recherchés.

Le marché des fruits et légumes évolue dans un contexte très libéral. On s'aperçoit qu'une grande partie des agriculteurs depuis 1962 se sont regroupés en ayant comme objectifs essentiels d'empêcher toute chute des cours au-dessous d'un certain plancher et donc de garantir un prix minimum à toute la production, mais leur compétence s'arrête à la mise en marché.

En principe depuis 1973 les marges de détail sont taxées pour la majorité des fruits et des légumes. En fait le marché des fruits et légumes frais est très spéculatif. Les pouvoirs publics, soutiennent en principe les regroupements de producteurs et les interventions communautaires limitent les dégâts en cas de retrait mais ils manipulent aussi les marchés par une politique d'importation qui est ressentie comme une menace par les agriculteurs et décidée en dehors d'eux. A quoi bon par exemple limiter les surfaces plantées en Roussillon, si la région méditerranéenne, l'Italie ou l'Espagne peuvent dans le même temps accroître la leur ?

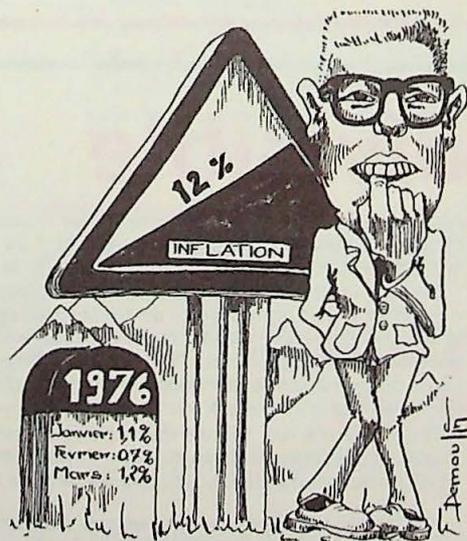
régulariser les prix du marché

300 groupements (1) selon les produits, les saisons et les régions contrôlent de 35 % à 100 % les produits mis en marché (seuls les adhérents à ces groupements bénéficient des mesures de retrait de marché et des interventions communautaires (2). Ils ont un double objectif :

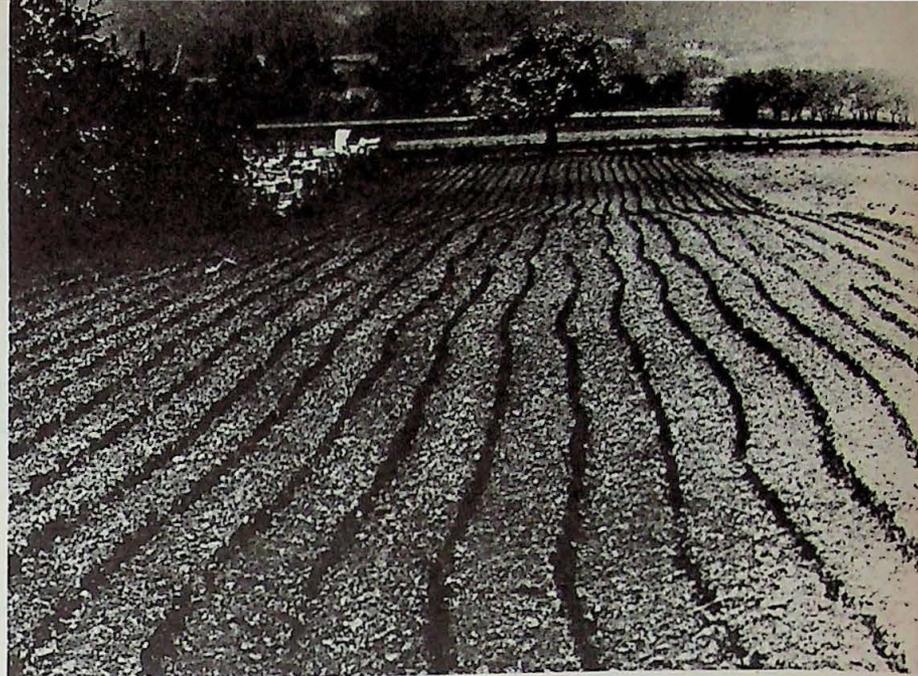
mieux adapter l'offre à la demande en quantité et qualité et aussi mieux régulariser les prix du marché ; adapter la production aux besoins, mieux orienter les décisions de plantation (calibrage, arrachage précoce, etc.).

fonctionnement de la chaîne de distribution

Dès le départ le prix du fruit supporte un coût de ramassage et



d'emballage, difficilement compressible. Le prix offert au producteur tend à réduire le plus possible son bénéfice et le remboursement de ses frais de production... Quand le prix offert ne couvre même pas ceux du ramassage, il renonce à vendre (dans le cas où on lui achète le kilo de cerises à 3,40 F, un agriculteur la semaine dernière, disait faire 0,37 F de bénéfice par kilo). On voit qu'à Rungis les prix s'établissent selon la loi de l'offre et de la demande, que le grossiste prend 10 % sur le prix donné par le détaillant, ce qui l'incite à vendre le plus cher possible un kilo de fruits dont le prix de transport et d'emballage est fixe. Plus la demande est forte, plus il peut mon-



ter le prix, il a avantage à stocker pour faire monter cette demande, ou attendre qu'elle monte. Le détaillant a le droit de doubler son prix d'achats (« la culbute »). Il ne le fait que si le client est « prêt à payer ».

Là aussi on peut tricher, les mécanismes sont connus et impunis généralement. Citons des ficelles parmi d'autres : une petite quantité achetée prix fort, une grosse à prix bas ; le prix de vente est établi sur la facture au prix le plus élevé. Sur 100 kg : 50 achetés au grossiste, 50... achetés au producteur sur le carreau (vente directe sans facture par les horticulteurs et les agriculteurs), le prix des 100 kg calculé sur ces derniers moins chers.

L'évolution de la politique et de la réglementation communautaire inquiète les producteurs de fruits et légumes. L'ouverture du marché communautaire aux importations des produits des pays tiers est non seulement menaçante dans le secteur des fruits et légumes frais, mais encore plus dans le secteur des conserves de fruits et légumes (produits stockables). Les autorités de Bruxelles poursuivent depuis des années une politique de libre-échange qui a pour objectif de développer vers certains pays la pénétration industrielle en accordant aux productions nationales de ces pays des facilités d'accès sur le marché de la CEE.

Les conditions de concurrence créées par le règlement 1972-1975 se trouvaient encore aggravées par la politique d'association conduite par la communauté avec certains pays ou groupes de pays. Prenons deux exemples : 1) *la Grèce* : la suppression des droits et des restrictions quantitatives aux importations dans la CEE, appliquée dès 1975, fait de ce pays un concurrent dangereux, compte tenu du niveau des prix de revient de ses productions. 2) *Les accords méditerranéens* accordent des réductions tarifaires à un grand nombre de produits sur le marché communautaire à des pays comme le Portugal, Espagne, Malte, Israël, qui bénéficient de conditions très favorables de production. De plus, les pays sont très voisins.

Pour l'instant, des accords tarifaires dans le secteur des agrumes, raisins, prunes, fraises, pêches, primeurs, etc., ne sont applicables que pendant certaines périodes de l'année et se situent à contre-saison de la production communautaire.

Les pouvoirs publics ne prévoient que de « légères interférences avec les productions métropolitaines ». En fait, les producteurs savent que la concurrence des prix tend à les éliminer.

La CNA (Commission nationale agricole) réunie à Lyon le 24 mai 1975 était bien consciente du problème quand elle disait :

« Notre stratégie doit donc se faire en relation avec un regard prospectif sur la restructuration capitaliste de l'agriculture qui est en train de se mettre en place dans le cadre d'une redistribution au niveau mondial des forces de l'impérialisme (rôle des nouveaux riches de la périphérie, relations atlantiques, situation en Europe du Sud).

« Cette évolution sur la base de certains faits (blocage du développement de la production fruitière dans la vallée du Rhône, texte confidentiel d'orientation du ministère de l'Agriculture, utilisation de la production de grains comme monnaie d'échange) peut se caractériser par une redistribution des rôles, donc une spécialisation des productions. Les pays occidentaux se réservant les productions nobles (céréales, lait, viande) avec des conflits pour la répartition intérieure (ex. : qui produira de la viande) et confiant aux pays de la périphérie la production de matières premières agricoles (fruits, légumes, céréales secondaires) utilisant de la main-d'œuvre.

« Cette situation ayant « le triple avantage » de faire des produits agricoles des moyens de change et de contrôle dans les échanges inégaux, de se débarrasser des productions nécessitant une main-d'œuvre coûteuse, de se réserver pour les pays occidentaux le domaine de la transformation et de la distribution, utilisateur d'infrastructures industrielles et assurant un taux de profit en rapport avec l'accumulation souhaitée.

Etant bien évident que cette situation internationale se trouve à toutes les échelles, en particulier dans la distribution du rôle des régions (la disparition progressive et systématique de l'agriculture dans le Sud-Est étant un exemple probant). »

J. COTTEZ ■

(1) L'Association française des Comités économiques agricoles de fruits et légumes (AFCOFEL) regroupe au niveau national l'ensemble des groupements de producteurs de fruits et légumes.

(2) Ces mécanismes peuvent être détournés de leurs buts, on voit par exemple des gros producteurs de petites pommes bénéficier des primes de retrait et d'arrachage, alors que des petits agriculteurs indépendants ne peuvent vendre leurs grosses pommes qui leur ont demandé un travail plus grand qui ne sera pas rémunéré.

apprentis... debout !

Huit ans après Mai-68, dans une ambiance de fête, le grand rassemblement de la JOC « Objectif 74 » qui regroupe des milliers de jeunes travailleurs montre au pays le dynamisme du mouvement. Ces milliers de jeunes travailleurs revendiquent le droit de vivre, d'être responsables et prouvent par leur lutte qu'ils sont capables de changer la vie. Le deuxième meeting des 19 et 20 juin derniers à la Bastille a montré une nouvelle fois la force que constitue la JOC dans la jeunesse ouvrière. La lutte, l'espérance de milliers d'apprentis et pré-apprentis venus de toute la France sont celles de la classe ouvrière.

Cinq mille apprentis et pré-apprentis se sont réunis à l'appel de la JOC et de la JOCF pour discuter, confronter leur action, mettre au point leur plate-forme revendicative. De la métallurgie à la boulangerie, de la chimie aux vendeuses de magasin, en passant par les chômeurs, toutes les professions, tous les corps de métier étaient représentés par des jeunes venus de toutes les régions de France.

un tour de France de l'exploitation

La réussite de ce rassemblement tient essentiellement aux efforts de la JOC d'organiser et de défendre une catégorie d'exploités, d'ignorés, de jeunes « sans avenir ». Depuis 1974 (date du premier rassemblement), le travail réalisé par les militants de la JOC et JOCF a porté ses fruits. Tous les apprentis qui sont montés à la tribune ont témoigné de

leurs conditions de travail, de l'exploitation dont ils sont victimes. En parlant de leur combat quotidien difficile contre les patrons, ils ont montré que l'information, l'organisation étaient primordiales.

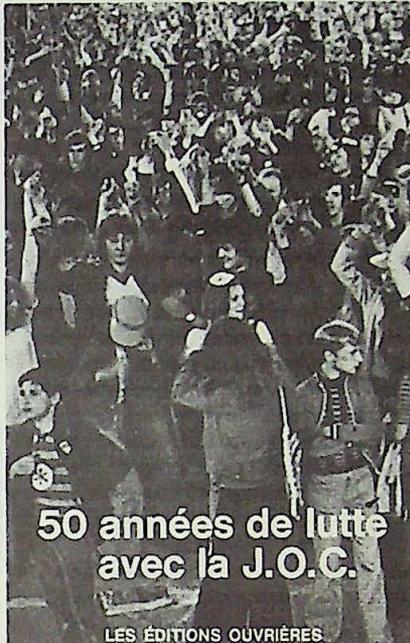
Dénonçant tour à tour les conditions de travail, la durée du temps de travail (jusqu'à 70 heures !), l'absence de réelle formation (on les fait plus facilement balayer...), les conditions d'hygiène et de sécurité, les salaires de misère, tous relevaient la tête, prenaient la parole pour défendre leurs droits et engager le combat avec l'ensemble du mouvement ouvrier : « Par votre force, votre jeunesse, vous faites partie du mouvement ouvrier ». Tous les apprentis présents en étaient conscients, comme ils étaient conscients que la remise en cause de la formation professionnelle et de l'enseignement ébranlait les bases de la société capitaliste qui les utilise pour plus de profit.

la jeunesse ouvrière existe...

Main-d'œuvre à bon marché, la loi autorise les apprentis à se syndiquer. Du fait de leur isolement, de leur dispersion, de leur sous-information et de leur dépendance (artisan, petit commerce, petites entreprises), les pressions sont telles que toute syndicalisation est exclue dans la pratique. L'insuffisance des inspecteurs d'apprentissage (138 pour 250 000 apprentis) rend tout contrôle impossible sur la formation (formes et contenus). Et la connivence (pour ne pas dire plus) qui existe parfois entre l'inspecteur et le patron n'arrange pas la situation de l'apprenti.

La CGT et la CFDT se préoccupent des apprentis, mais comme E. Maire l'admettait lui-même « le mouvement syndical peut difficilement les toucher ». Seules la JOC et la JOCF ont réussi pour le moment à donner l'information sur leurs droits, à les rassembler, à développer leur dynamisme.

Ce rassemblement témoigne de la réalité de l'exploitation, il est, en



condamne les mesures gouvernementales visant à développer l'apprentissage sur le tas. Ces décisions sont une véritable escroquerie lorsqu'on sait qu'il n'a aucunement la volonté d'assumer la formation réelle de tous les jeunes, ni de leur assurer un emploi utile. De plus, ces mesures s'inscrivent dans la politique de « ségrégation sociale vis-à-vis des enfants des travailleurs, des handicapés scolaires incapables de profiter d'une formation générale et professionnelle de haut niveau ».

Une telle politique vise à « produire » une masse plus importante de jeunes conscients de leur infériorité et prête à accepter des emplois pénibles, sous-qualifiés, sous-rémunérés, et bien entendu un volant de chômeurs indispensables à sa politique d'austérité.

Ces mesures et d'autres (voir la loi Haby) visent à remettre au patronat, et sur un plateau, la formation professionnelle qu'il assumera au mieux de ses intérêts : travailleurs dociles, mobiles, adaptables... Le PSU qui se prononce pour une totale redéfinition de la formation générale et professionnelle soutient la plate-forme revendicative et les actions définies par les apprentis après ce deuxième meeting national.

Faire connaître la réalité de l'apprentissage, faire aboutir les motions votées lors de ce rassemblement, faire campagne pour une véritable formation générale et professionnelle, tels sont les objectifs de la JOC et JOCF. Ce sont aussi les nôtres, nous y reviendrons.

Daniel FERRAND
Jean CEVENNES
Geneviève PETIOT ■

18 F — 96 pages



psu documentation

Vient de paraître

N° 108-109 Les rapports Parti-Syndicats 4,00

Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse 2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes 2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international 2,00
N° 51 Le recrutement 1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école 3,00
N° 56-57 Sionisme et libération 4,00
N° 86-87-88 Le chômage sous-produit du capitalisme 6,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris 4,00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2 4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature 4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école 4,00
N° 100-101 1970 - 73 Les femmes dans l'unité populaire 4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes 2,00
N° 103-104-105 Electronucléaire et développement capitaliste 6,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste 4,00

Abonnement : 20 N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

quand le PCF théorise...

Au-delà de ses implications politiques immédiates, le « cours nouveau » adopté par le PCF à son 22^e congrès ouvre au sein de ce parti une nouvelle période de redéfinition théorique. On a vu ici-même (cf. l'article de Léo Goldberg dans TS n° 702), en quoi l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat entamait un débat (encore feutré) sur la nature des sociétés dites « socialistes ».

Avec l'adoption de la stratégie de « l'union du peuple de France », le paradoxe de l'orientation du PCF semble devoir être dépassé. Pendant des dizaines d'années le PC a pu juxtaposer un discours « orthodoxe », un ensemble de références idéologiques classiques du marxisme et du léninisme et une pratique réformiste dans sa politique concrète. Avec le temps cette contradiction est devenue un obstacle non seulement au développement de sa politique réelle, mais à la crédibilité de celle-ci. C'est cet obstacle que le 22^e congrès a levé avec l'adoption d'une série de thèses dont l'objet est de *théoriser* la pratique et la politique du Parti communiste.

la voie nouvelle

« Il ne saurait y avoir de rénovation effective sans que les communistes participent directement à la direction politique de la société et de l'Etat. » C'est par ces mots que Berlinguer définissait au Parc des expositions de Paris, cet « Euro-communisme » terme « se référant tout particulièrement aux positions sur lesquelles convergent nos partis » (le PCI et le PCF).

En quoi consiste donc, plus précisément, cette « voie nouvelle » ? On lit dans la déclaration commune des deux partis publiée en novembre dernier : « Les communistes italiens et français considèrent que la marche vers le socialisme et la construction de la société socialiste... doivent être réalisées dans le cadre d'une démocratisation continue de la vie économique sociale et politique. Le socialisme constituera une phase supérieure de la démocratie et de la liberté : la démocratie réalisée de la manière la plus complète. »

Cette idée d'une continuité entre la société capitaliste et le socialisme est en effet une idée nouvelle, au moins dans le langage des partis communistes. Il faut donc la justifier « sans rester les prisonniers de formules ou d'expériences dépassées par le temps » (Berlinguer).

le petit mécano

Parmi ces « formules dépassées » figure au premier plan — et pour cause puisque c'est la question qui en définitive distingue les révolu-



tionnaires des réformistes — celle de la nécessité de briser l'appareil d'Etat bourgeois comme condition *sine qua non* de la construction du socialisme. Et c'est précisément à elle que s'attaque François Hincker dans un numéro récent de *France nouvelle*, l'hebdomadaire du comité central du PCF.

« Dans leur esprit, les formules classiques du marxisme-léninisme — « briser l'Etat bourgeois », « constituer la classe ouvrière en classe dirigeante » — conservent toute leur valeur théorique et politique, ou plutôt elle ne la trouve que si on les débarrasse de leur lettre. »

Voyons donc avec François Hincker, en quoi consiste « l'esprit » de ces formules : « Briser l'Etat c'est donc d'abord porter au pouvoir politique les forces rassemblées autour du Programme commun. »

L'appareil d'Etat pour notre théoricien serait devenu comme une sorte de mécano. Une série de « pièces » les unes, bonnes, les autres moins bonnes, certaines encore, franchement mauvaises. La plupart jouant un rôle simplement fonctionnel, certes au service des monopoles — mais il suffirait de les « épurer... des hommes du grand capital » pour qu'elles soient mises au service du peuple. En résumé « beaucoup sinon la plupart des pièces de cet Etat ne sont en aucune façon à détruire, mais à ré-assembler dans un Etat, auxiliaire des travailleurs et du peuple, et non plus au service, des monopoles.

On a peine à y croire ! On a beau relire et se frotter les yeux, c'est bien ce qui est écrit ! L'appareil d'Etat bourgeois n'est plus pour le PCF la machine de domination dont la nature, l'essence, (et non pas la forme particulière prise à tel ou tel moment de son évolution en fonction de la concentration du capital ou des rapports de force entre prolétariat et bourgeoisie) est de perpétuer, organiser, reproduire, les apports sociaux d'exploitation et d'oppression, mais un simple ensemble d'administrations mal gérées.

Voilà qui éclaire avec plus de précision qu'auparavant la stratégie qui fonde l'orientation du PCF et celle du « Programme commun ».

et pour nous ?

Une des thèses qui sous-tend toutes ces idées consiste à dire que le socialisme c'est la démocratie bourgeoise poussée jusqu'à son terme. Ainsi il n'y aurait pas de différence de nature entre l'Etat capitaliste basé sur la démocratie parlementaire et l'Etat ouvrier basé sur la démocratie directe et « l'association des travailleurs » (Marx). Ce n'est précisément que si l'on prend la mesure de cette radicale différence, de cet antagonisme, qu'il est possible de répondre à la question « qu'est-ce que briser l'Etat ? » sans tomber dans la carica-

ture « infantile » que donne Hincker des positions révolutionnaires « briser à coup de marteau le jouet dont ils viennent d'hériter ».

« Briser l'Etat » n'est pas nier la nécessité d'un appareil national de centralisation administratif, politique, économique, militaire de la société de transition au socialisme. Au contraire, refusant la conception du « socialisme dans un seul pays » nous savons que le pouvoir des travailleurs aura à se défendre contre la bourgeoisie (internationalement et nationalement) et à soutenir l'extension de la révolution sur une base internationale. Nous savons aussi qu'il n'y a pas d'harmonie pré-établie entre les conseils de travailleurs dans les différents niveaux et domaines de la société nouvelle. La question ne se situe donc pas là. Ce qui est par contre en cause, c'est le renversement de la base et des formes de la domination. Rompre avec la délégation permanente de pouvoir, rompre avec le système parlementaire et la séparation entre exécutif et législatif, faire de chaque conseil d'usine ou de quartier un élément du nouvel Etat (ou du « semi-Etat » comme disait Lénine) où les travailleurs débattent, décident et appliquent, unifier ces conseils à tous les niveaux à travers des délégués révocables à tout moment, mettre à bas l'appareil répressif policier et militaire sur la base de l'autodéfense armée des travailleurs et du contrôle sur l'appareil permanent qui se maintiendra pendant toute une période transitoire, transformer radicalement le système judiciaire et le système de formation en le liant organiquement aux conseils de travailleurs et d'habitants... voilà, selon nous, le contenu de l'Etat de classe qui se construira dans la période d'affrontement avec la bourgeoisie, et qui, en définitive, devra se substituer à l'autre Etat de classe, celui de la bourgeoisie, dont le PCF veut ré-assembler les pièces.

Ce projet, bien entendu, implique une stratégie dont un des aspects est l'utilisation de la violence de masse pour briser la résistance de la bourgeoisie, voire à briser son appareil de domination. François Hincker qui connaît ses classiques (1) le sait. Alors il invente une nouvelle formule : « la violence pacifique » ! Un exemple ? « ...Nationaliser les secteurs-clés de l'économie avec l'appui de la majorité du peuple par l'intermédiaire de la loi démocratique votée par les élus de la majorité du peuple, c'est une très grande violence pour la grande bourgeoisie, c'est la violence suprême, aucun sang versé. Tel est l'esprit de la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste de l'Etat (...) ».

Joli tour de passe-passe. Mais quelles contorsions pour en arriver là.

Maurice NAJMAN ■

(1) Et en particulier la violente polémique de Lénine contre Kautsky qui n'en disait pas autant : cf. « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky ».

briser la chaîne

revalorisation du syndicat

Bien sûr, il y eut les enjeux politiques et aussi les affrontements du débat interne, il y eut également la réflexion sur les conditions de travail... mais peu d'observateurs ont retenu l'importance du débat sur les structures de l'organisation syndicale. Et pourtant, c'est un critère fort significatif pour une confédération autogestionnaire ! A travers le débat sur les structures, c'est la pratique de la démocratie syndicale, la capacité à « avancer le plus collectivement possible » (1) qui sont en cause.

En l'occurrence, le débat portant sur une relativisation du rôle des Sections syndicales d'entreprises (SSE), par rapport au syndicat professionnel d'une part, et sur un meilleur contrôle des Unions interprofessionnelles de base (UIB) et des Unions locales (UL), par les syndicats d'autre part.

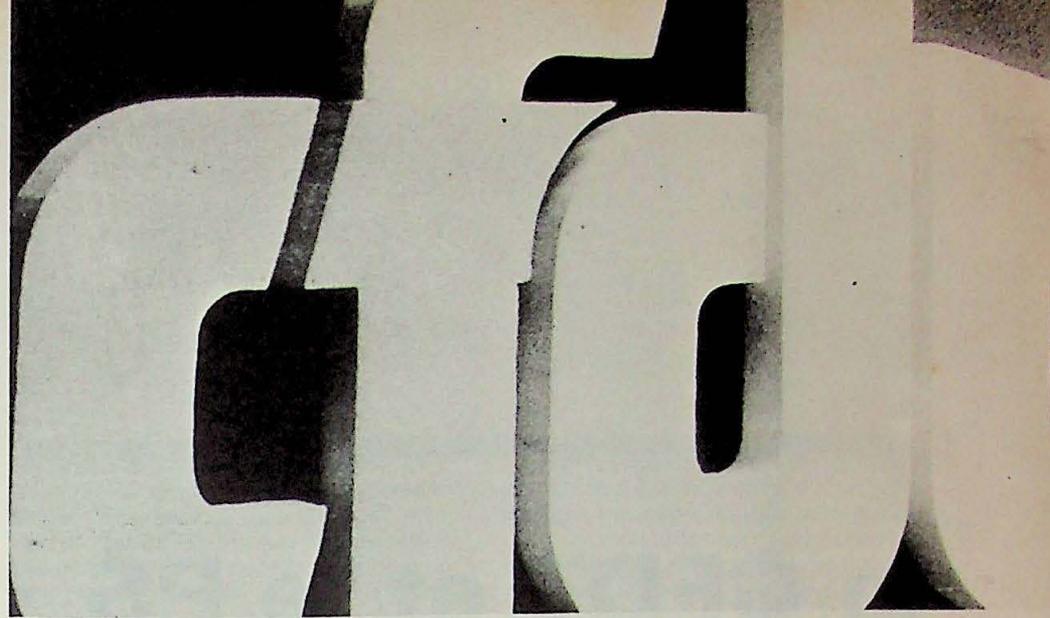
la première structure de base

Pourquoi réaffirmer le rôle du syndicat avec une telle vigueur comme le fit E. Maire dans son rapport ? Serait-il contesté ? De fait, il y eut à Anecy un débat. Son importance est liée au fait que l'opposition venait d'un syndicat de la métallurgie (FGM Loiret) qui présentait un amendement rappelant le rôle de

« première structure de base et d'accueil » de la SSE.

Cet amendement, vivement combattu par Allard (le successeur de Declercq à l'UR Pays de Loire), ne recueillit qu'un très faible pourcentage de voix favorables : 12,75 % (2). Près des quatre cinquièmes de la CFDT repoussèrent cette thèse. Comment interpréter une telle homogénéité ? Comment aussi interpréter ce qui finalement est une certaine auto-critique de la CFDT ? En effet, depuis 1968, la CFDT avait misé son développement essentiellement sur l'essor de l'implantation des SSE. Or, que s'est-il passé ?

Au sein des grandes entreprises les SSE ont développé assez souvent une action de nature corporatiste. Le danger fut suffisamment précis pour que E. Maire s'écrie : « L'importance du syndicat professionnel a été quelque peu perdue de



vue », réaffirmant qu'il est « la base unique du pouvoir dans la CFDT ». L'importance primordiale du syndicat comme lieu de rencontre, de confrontation et de décisions des sections syndicales d'une même industrie, fait également l'objet d'un consensus de la part des signataires de la contribution. Ceci explique le rejet massif de l'amendement FGM Loiret. Et il est clair que le développement de la CFDT passe par un rejet du corporatisme de grande entreprise (3) ou même d'un ouvriérisme mal digéré, et par le maintien de la cohésion de la lutte de classes.

Un second débat sur les structures a porté sur le rôle des UIB et des UL. Le rapport général, faisait (entre les lignes) allusion aux disfonctionnements apparus à propos du mouvement des soldats, soulignant que l'UIB risquait de « pratiquer la fuite en avant, d'être une proie facile pour ceux qui pratiquent l'entrisme » (4). E. Maire, dans son discours introductif, revint à la charge en dénonçant « les individualités plus ou moins mandatées et contrôlées — plutôt moins que plus et « les individus qui se retrouvent par affinité idéologique et s'arrogent le droit de parler au nom d'adhérents qui ne sont même pas consultés ».

Voilà bien le débat politique qui ressort le bout du nez derrière le débat apparemment neutre sur les structures ! Mais suffit-il de dénon-

cer quelques soi-disant gauchistes manipulateurs d'UL ou d'UD pour convaincre ? Le vrai problème est que les UIB ne sont pas ressenties avec la même nécessité par tous les syndicats. Et l'interrogation profonde de la CFDT doit porter sur sa capacité à développer au travers des UIB, la conscience de l'action interprofessionnelle, et aussi à articuler au niveau UL/UD la lutte hors de l'entreprise avec la lutte au sein de l'entreprise.

Un meilleur lien entre UIB et syndicats professionnels doit être assuré... Mais que cela ne se transforme pas en chasse aux gauchistes, dans des buts de règlements de compte à froid liés à des « débordements » hâtifs au moment de l'affaire des comités de soldats !

Il est vrai que ces débats paraissent peu transparents à l'extérieur de la CFDT. Mais ils sont fondamentaux car il y va de la démocratie ouvrière. Et ceci nous intéresse tous... Ce n'est pas une idée que nous souhaitons abandonner comme d'autres l'ont fait pour une certaine théorie de la dictature du prolétariat.

Emmanuel CARROUBE ■

(1) Texte de la contribution des 6.

(2) Ce fut le résultat le plus faible obtenu par un amendement sur la résolution générale.

(3) Que le patronat voit d'ailleurs d'un bon œil !

(4) Rapport général, page 93.

Barbières : pour vivre au pays

De nombreuses entreprises du textile, de l'habillement et du cuir, sont occupées par les travailleurs licenciés. Ce sont les grévistes de l'une d'entre elles : Dreyfus (120 emplois supprimés) qui ont invité le 19 juin dernier de nombreuses entreprises en lutte à se rassembler à Barbières, un petit village de la Drôme.

Sur leurs stands, des ouvriers de Dreyfus avaient affiché un journal datant de 1962 qui titrait : « Barbières, le village le plus prospère de la Drôme ; grâce aux tissages Dreyfus, exportés jusqu'aux Etats-Unis... » C'était en 1962. Il y a un an, les tissages ont fermé. Mais les ouvriers veulent vivre à Barbières. Ils exigent le « Vivre au pays », ce thème largement évoqué par la CFDT. Beaucoup de leurs camarades de la région Rhône-Alpes sont ou ont été dans le même cas. Ils étaient là ainsi que d'autres entreprises en lutte pour l'emploi dans le textile et dans d'autres branches. En tout dix-sept « boîtes » en lutte, notamment : Dreyfus,

CIP, Desombre, Rhône-Poulenc Textile, Tissages et Soieries réunis de Munas (Ardèche) et Sattilleux, les Blanchisseries Lyonnaises, ETIT (Tournon), LIP, Griffet, Uninougat, Boulonnerie calibrée (Valence) étaient présentes avec l'appui de la fédération Hacuitex, de l'union départementale Drôme-Ardèche.

des œufs, des cerises, des pommes de terre

Les échanges ont été fructueux entre les centaines de militants ras-

semblés autour des stands qui ont fait un immense repas en commun. Une série d'initiatives communes pendant l'été ont été envisagées. C'est en effet durant cette période que le pouvoir va essayer de frapper. La nécessité de contacts, de riposte commune et de coordination est donc nécessaire. Beaucoup de militants qui, depuis un an, soutenus régionalement pour certains d'entre eux, mais le plus souvent isolés, se battent pour la garantie de leur droit de vivre, sont sortis « regonflés » de ces multiples contacts. Des paysans-travailleurs les soutenaient en montrant concrètement l'énorme bénéfice que réalise les coopératives à leurs dépens. Ils offraient des œufs, des cerises et des pommes de terre. Chaque stand, chaque lutte a ses richesses : certains vendent (Réo, Uninougat, Desombre, CIP) leur production, d'autres montraient

la validité, la viabilité de leur travail (LIP, Rhône-Poulenc Textile, secteur acétate de Péage-de-Roussillon et Vaulx-en-Velin).

Au total, cette journée a été fructueuse. La population locale a suivi attentivement les débats et prises de paroles sous un soleil de plomb. Cette coordination régionale en appelle d'autres. Le PSU les soutiendra activement. Il ne les manipulera pas comme d'aucuns voudraient le laisser entendre parmi les dirigeants CFDT. Là comme ailleurs, les travailleurs sont beaucoup plus capables que les circulaires confédérales de déterminer où est leur intérêt, où sont ceux de la classe ouvrière et où sont les récupérateurs de « tout poils ». La démocratie syndicale est à ce prix.

Y. S. ■

la CFDT et le PS

Une des interventions les plus critiquées sur le rapport général d'E. Maire fut faite au nom des syndicats des services de la métallurgie, d'EDF, du bâtiment, des communaux, santé, agriculture, PTT et Hacuitex des Deux-Sèvres par Françoise Hennion. Nous en donnons de larges extraits car elle révèle très bien pourquoi une partie de la base de la CFDT a rué dans les brancards après l'opération « Assises ».



Depuis quelque temps, et particulièrement depuis 1974, la CFDT a perdu ses capacités de proposition et d'innovation.

C'est le rapport général qui le dit. Ceci nous inquiète. En effet, il existe une tentation forte de faire passer les thèmes autogestionnaires au second plan, c'est encore le rapport qui le dit...

Certains ont déjà cru qu'il était possible de créer une grande force socialiste autogestionnaire en s'investissant dans le PS pour l'ouvriériser. Cette opération a surestimé l'importance du PS dans le courant autogestionnaire.

Dans les Deux-Sèvres, nous avons un peu l'habitude de la gestion par certains dirigeants socialistes haut placés. Dans une association dirigée par des socialistes soi-disant à gauche au sein du PS, cela donne une déclaration en conseil d'administration dont voici quelques extraits :

« Or, les mesures démagogiques, liées à l'accord d'entreprise préconisées par les représentants du personnel, conduisent inévitablement à la paralysie de l'entreprise au niveau de son fonctionnement, par la négation de toute autorité et l'instauration d'un régime d'assemblée permanente... »

Où est l'autogestion là-dedans ? Quand de tels socialistes attaquent directement des délégués CFDT ? Qu'en sera-t-il en période de transition ? Nous risquons d'entendre de nombreux propos de ce genre pour calmer les travailleurs. D'où néces-

sités notabilités-là.

Revenons au rapport dans lequel le PS apparaît soudain comme un parti politique autogestionnaire, voie le seul. N'est-ce pas une justification rapide aussi que de dire que la mobilisation syndicale lors d'une élection politique (les présidentielles) marque un progrès important de la maturité de la CFDT. La majorité de la CFDT n'entrevoit pas forcément à ce moment là ce qui a suivi lors des *assises* et de la 3^e force.

ment à ce moment là ce qui a suivi lors des *assises* et de la

Le problème de cette 3^e force pour la construction de la grande force autogestionnaire a aussi contribué à affaiblir le courant autogestionnaire et à privilégier la démarche électoraliste. La façon dont cette opération a été mise en œuvre par les militants CFDT, et notamment certains membres du Bureau national, a fait problème. En effet, ces camarades ont bel et bien *engagé la CFDT* dans des problèmes internes au parti, et particulièrement au PS...

En effet, le débat n'a pas eu lieu et les militants de base se sont trouvés devant le fait accompli par ceux du sommet. *Cela nous semble pour le moins contradictoire avec nos idées autogestionnaires.* Dire que la CFDT n'a rien perdu de son indépendance nous paraît purement gratuit. L'indépendance de la CFDT doit être précieusement gardée. La CFDT souhaite une grande force socialiste autogestionnaire, *cela ne veut pas dire un grand et fort PS.*

La meilleure façon de contribuer à la construction de cette force sera bien dans notre spécificité syndicale à travers les luttes. Nous ne disons pas que seule la CFDT peut changer la société. Ce que nous affirmons, c'est que notre rôle pour ce changement ne sera pas de mettre en avant des personnalités syndicales sur la scène politique, mais bien de *jouer notre rôle syndical* dans et hors de l'entreprise, en le confrontant dans le cadre de l'union des forces populaires, avec l'ensemble des forces syndicales et politiques.

Nous affirmons notre désaccord avec le cumul de responsabilités de certains membres du Bureau natio-

nal, lors des assises et encore aujourd'hui, avec la bénédiction du Bureau national.

la transition au socialisme

Pendant la période de transition, la *lutte des classes* s'intensifiera. De *nouvelles formes d'expression et d'actions des travailleurs apparaîtront.* Ces nouvelles formes de pouvoir, conseils d'ateliers, d'entreprises, de quartiers... entreront inévitablement en conflit avec les différents pouvoirs établis, et notamment le pouvoir d'Etat.

Le rôle du syndicat sera déterminant pour promouvoir la mise en place et permettre le contrôle de ces structures par l'assemblée des travailleurs, seule garantie contre toute manipulation. Il devra s'efforcer de coordonner ces structures au plan local, régional et national, afin de développer la capacité des travailleurs à prendre leurs affaires en mains dans la future société socialiste autogestionnaire. Le pouvoir central devra s'appuyer sur ces nouvelles formes de pouvoir pour déposséder les capitalistes. Cette action implique le maintien absolu de *l'indépendance* du syndicat et le développement de ses droits dans et hors de l'entreprise. ■

des exclusives à la CFDT ?

Dans *Nouvelles CFDT* daté du 16 juin, le secteur action revendicative de la Confédération utilise cinq pages pour faire le procès de la réunion tenue le 6 juin chez LIP, et de la « coordination » qui en est issue.

Toutes les allégations sont bonnes : « coordination extra-syndicale... coordination anti-syndicale... manipulation politique... avantgardisme... » Et bien entendu la Confédération appelle tous les syndicats, UL, UD, à refuser tout contact avec cette coordination, de laquelle « aucune section CFDT » n'est partie prenante ! (selon *Nouvelles CFDT*).

Au nom du Bureau national réuni la semaine passée, Albert Mercier redit la même chose au cours de la conférence de presse donnée par la centrale. L'union régionale CFDT Franche-Comté avait appuyé le rassemblement de Besançon. Avant de juger « anti-syndicale » l'idée de coordination des luttes sur l'emploi, les responsables confédéraux auraient pu mieux s'informer, notamment en prenant contact avec la CFDT de LIP ou de Besançon.

Rappelons que la coordination mise en place à l'appel des sections

CFDT, LIP et Griffet rassemble des militants d'entreprises en grève ou en occupation pour la garantie de l'emploi, mandatés par leur structure de base (section syndicale, intersyndicale ou AG du personnel). A l'heure où la CGT rassemble de façon unilatérale les ouvriers de 117 entreprises en lutte contre leur liquidation, on pourrait attendre de la deuxième centrale française d'autres initiatives que celle qui consiste à critiquer l'aspect non-unitaire du « rallye des bradés de Giscard » organisé du 22 au 24 juin.

La réunion de Besançon, par son caractère très souple, intersyndical et démocratique, mérite mieux que des mises en garde. Les travailleurs rassemblés ce jour-là avaient constaté le « vide » des initiatives confédérales.

En dénonçant ceux qui essaient de le combler, les responsables CFDT démontrent qu'ils tiennent à ce vide et surtout qu'ils n'ont d'autres arguments que la chasse à tout ce qu'ils ne contrôlent pas ; en un mot ils ne font pas confiance à des structures syndicales de base. Cette attitude de « direction assiégée » est une impasse politique. Y. S. ■

santé : Pierre-Bénite continue

A l'hôpital J.-Courmont, lequel appartient aux HCL (hospices civils de Lyon), les travailleurs sont en grève depuis le 13 mai pour : le paiement des 13 heures supplémentaires pour tous ; salaire minimum à 2 000 F ; prime de rattrapage de 250 F pour tous ; augmentation des effectifs ; une véritable humanisation des hôpitaux ; titularisation des auxiliaires.

Depuis un mois les travailleurs de J.-Courmont, qui prennent leurs décisions en assemblée générale quotidienne, pratiquent une nouvelle forme de lutte : la grève administrative. Celle-ci consiste à ne pas enregistrer les soins donnés (soins gratuits) ou de les codifier suivant un code spécial « grévistes », indéchiffrable pour l'informatique, leur permettant ainsi de se faire un « trésor de guerre ». Cette forme d'action permet à tous les travailleurs d'être dans l'action (en particulier le personnel soignant) et ainsi d'appuyer la grève totale suivie par certains agents hospitaliers (agents de service, veilleuses...).

Au niveau général des HCL la situation est totalement bloquée. La direction reste intransigeante et ne veut pas négocier, le pouvoir central (ministère des Finances, de la Santé, Premier ministre), en se dégageant de toute responsabilité, montre son mépris des travailleurs et sa volonté de leur faire payer « sa crise ».

D'autre part, l'unité d'action CGT - CFDT a été impossible depuis le début de la lutte. Les analyses, les méthodes de mobilisation des travailleurs, les formes d'action différentes, n'ont pas permis l'indispensable unité d'action qui aurait pu se réaliser à travers l'élection en assemblée générale d'un comité de grève. Celui-ci aurait permis l'indispensable unité d'action qui aurait pu se réaliser à travers l'élection en assemblée générale d'un comité de grève. Celui-ci aurait permis la coordination des hôpitaux en lutte en représentant les divers services, secteurs, catégories.

Depuis le 3 juin le syndicat CFDT a appelé les travailleurs à reprendre le travail sur les autres hôpitaux de Lyon (sauf J.-Courmont : la mobilisation des travailleurs n'étant pas effective), la grève administrative (soutenue par la CFDT) est systématiquement dénaturée et sabotée par la CGT qui, par ses préalables inacceptables, rend impossible l'unité d'action voulue par la CFDT et les travailleurs, tout en continuant la grève dans les formes traditionnelles (meetings, défilé...) et en sollicitant des entrevues avec la direction des HCL.

A J.-Courmont la section CFDT majoritaire poursuit la grève administrative. Face au refus de toute né-

gociation, le collectif des grévistes a décidé que trois d'entre eux feraient



Sonacotra : des arguments irréfutables

Le lundi 14 juin, au siège de la Ligue des droits de l'homme, le Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève a tenu une conférence de presse avec la participation d'avocats, d'architectes et de comptables qui travaillent sous la responsabilité du Comité.

La politique d'augmentation des loyers Sonacotra a clairement été mise en lumière (15 % en 1974, 15 % en 1975), avec comme incidence une chute du taux d'occupation des foyers (de 91,8 % en janvier 1974 à 81 % en janvier 1975).

En 1973, une étude réalisée à la demande de la Sonacotra a montré que : 72 % des résidents gagnaient moins de 1 500 F ; 48 % des travailleurs maghrébins et 47 % des autres immigrés gagnaient moins de 1 300 F.

Les budgets faisaient apparaître qu'une fois assurées les dépenses incompressibles (nourriture, logement, envoi à la famille, transports), 24 % des résidents disposaient de moins de 100 F par mois d'argent de poche (9 % moins de 50 F par mois).

Enfin, 47 % des interviewés déclaraient « le confort offert ne vaut pas le loyer demandé », 24 % voulaient partir pour avoir un loyer plus faible.

La crise économique et son cortège de réduction d'heures supplé-

mentaires, de chômage... n'a pas amélioré la situation des résidents rendant insupportable la nouvelle hausse de 7,5 % décidée par la direction de la Sonacotra à compter du 1^{er} septembre 1975, contre l'avis unanime des syndicats CGT, CFDT, CFTC et même du syndicat CGC des directions de foyer.

Section PSU de Saint-Gemis-Laval, Oullins, Pierre-Bénite

La politique des loyers de la Sonacotra creuse son propre déficit, car chaque hausse entraîne une chute du taux d'occupation... Les comptables firent, de plus, valoir que certaines prestations payées dans le prix de journée étaient soit théoriques (l'animation), soit surprenantes (charges financières calculées comme le secteur « primes et prêts »).

une erreur d'analyse

Par ailleurs, la Sonacotra s'était battue pour le « non assujétissement à la TVA », se privant par là même des possibilités de récupération de la TVA sur ses propres achats. En 1974, cette économie aurait été de 9 000 000 F, soit 12,90 F par lit offert.

Enfin, le prix de journée d'un foyer donné, intégré dans une péréquation nationale la sous-utilisation des foyers mal implantés. Ce qui montre clairement l'erreur d'analyse faite par la CGT et le PCF et l'Amicale des Algériens en Europe en réclamant avec la même ténacité que la Sonacotra négocie foyer par foyer.

La conclusion des comptables est révélatrice « en retranchant au chiffre obtenu par la Sonacotra soit 257,46 F les charges diverses qui peuvent être considérées comme incluses, nous obtenons 139,20 F par mois ».

Autre fait important, la Sonacotra en s'excluant des financements HLM, construit plus petit et plus cher... malgré l'aide du FAS prélevée pourtant sur les allocations familiales non distribuées des travailleurs immigrés.

Les architectes soulignent l'insuffisance de sécurité incendie (provenant des cloisons en bois séparant les chambres en deux), des entorses quant à la réglementation concernant les escaliers, la signalisation, les extincteurs. Enfin, ils marquèrent l'aspect de *sous-logement social* du foyer.

Les avocats ont indiqué que les recours engagés devant le conseil d'Etat devraient aboutir dans les prochaines semaines. Plusieurs plaintes ont été déposées contre la Sonacotra pour prix illicites. Les résidents payent leurs loyers (moins de 100 F par mois) à un huissier qui les dépose à la Caisse des dépôts. ■



photo Fotolib

on ne peut pas tout dire

nous n'irons pas au Liban !

Lors de son voyage aux USA et lors de sa conférence de presse à la TV, Giscard a émis l'éventualité d'une intervention militaire française au Liban.

Cette intervention se placerait dans le cadre du maintien des intérêts français et américains au Liban et d'une remise sur pied de la droite libanaise devant la montée de la gauche et des Palestiniens.

Il s'agit donc d'une intervention typiquement coloniale.

Les derniers exercices, tel Archipel qui mettait en œuvre un grand

nombre d'unités (porte-avion Foch, fusiliers marins, commandos Lorient, 41^e RI, 409^e BCS Dinan et Saint-Malo...), et les mises en alerte de nombreuses bases montrent bien que le gouvernement prépare sérieusement cette opération.

En tant que travailleurs sous l'uniforme, nous, soldats de la IX^e DIMA et marins de l'escadre de l'Atlantique, directement concernés par une éventuelle intervention, appelons tous nos camarades à refuser de participer à cette ingérence dans les affaires intérieures du Liban.

**Comités de marins de Lorient et de Brest
Comité de soldats** ■

un livre (explosif) pour l'été

Les lecteurs de *Tribune Socialiste* se souviennent certainement du dossier paru dans notre n° 702 (20 mai 1976), dans lequel étaient publiés des extraits du rapport du service régional de la police judiciaire de Marseille sur les activités illicites des compagnies pétrolières en France. Ce rapport explosif, qui exposait les délits commis par le cartel pétrolier (entente sur les prix, refus de vente, élimination d'entreprises gênantes, etc.), est aujourd'hui publié en volume. Nous reviendrons sur ce sujet dans notre prochain numéro. ■

la mort rôde en Irlande du Sud

Les tribunaux spéciaux d'Irlande du Sud viennent de condamner à mort deux jeunes anarchistes de 25 et 27 ans, Marie et Noël Murray, accusés d'avoir tué un policier pendant

ques répressives à celles qui sont pratiquées en Espagne, en RFA, en Italie ou en France.

Il faut tout faire pour que le sort de Noël et Marie Murray ne soit pas celui de Puig Antich, de Franck Stagg ou d'Ulrike Meinhof, ainsi que de tous les camarades qui ont été assassinés sous nos yeux et qui témoignent de notre impuissance.

pas de lutte des classes en l'Eglise ?

« L'Eglise ne se situe pas dans le champ politique comme un parti, ni ses membres comme une force d'appoint » vient de déclarer l'épiscopat français en réponse à l'appel du PCF. Pour l'épiscopat, l'unité et la réconciliation doivent primer, la lutte des classes ne traverse pas l'Eglise. Il faut noter que la réaction est moins violente qu'en Italie où Dom Franzoni, ancien abbé de Saint-Paul hors les murs, risque d'être sanctionné pour avoir adhéré au PCI.

On ne peut s'étonner en fait de telles sanctions. Il est plus choquant par contre que le PCF et le PS ne disent pas clairement que la lutte des classes traverse l'Eglise, que la foi n'est pas une affaire privée, que la culture chrétienne est un pan im-

portant de l'idéologie dominante. Les positions embarrassées du PS, que ce débat gêne profondément (cf. déclaration de Rocard), sont en tout cas drôles à suivre.

l'APF change de sigle

Réunies en congrès à Nantes, les 19 et 20 juin, les APF ont adopté le projet de modification de leurs statuts et de leur sigle qui était présenté par la direction confédérale. Devenue la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), cette organisation est celle qui a été le plus loin dans une analyse de classe de la vie quotidienne. C'est pourquoi TS reviendra dans ses prochains numéros sur son congrès et les perspectives politiques qui s'ouvrent pour les luttes sur le terrain du cadre de vie. ■



une poursuite consécutive à une attaque de banque. Ces tribunaux spéciaux siègent sans jury et sans audition de témoins. L'exécution a été fixée à la date du 9 juillet. Seule une mobilisation internationale massive pourra leur sauver la vie. Nous devons lutter pour un nouveau procès et dénoncer la répression qui s'installe en Irlande du Sud de concert avec celle de l'Irlande du Nord. Il n'y a pas loin de ces politi-

Que devons-nous faire ? Signer et faire signer une pétition à envoyer à l'ambassade de l'Irlande du Sud (adresse : 4, rue Rude, 75016 Paris). Tous les camarades qui veulent se tenir au courant du développement de la situation et se tenir prêts à des actions de riposte peuvent prendre contact avec le comité Irlande et le comité Eire NVA.

A. CHATAIGNER ■

spécial police

Il est surprenant de constater que, bien que la police soit l'appareil répressif d'Etat auquel nous avons tous affaire — quotidiennement —, bien qu'elle étende continuellement ses sphères d'activités et bien que son « efficacité » ne soit plus à prouver, les révolutionnaires sont dans l'ensemble bien silencieux à son sujet.

Rituellement, les manifestants entonnent en chœur « CRS, SS » et sa variante « flics, fascistes, assassins » ; et tout aussi rituellement les délégations de policiers dans les cortèges syndicaux — tout particulièrement le 1^{er} mai — sont applaudis aux accents de « les flics avec nous... ». Ajoutons que les révolutionnaires rappellent que la police est un appareil d'Etat, et que comme tel elle est à détruire ; c'est peu, car l'essentiel manque : quelle stratégie, quels objectifs et quelles luttes contre la police, avec les policiers ? Alors que l'armée donne lieu à des débats enflammés et des confrontations stratégiques, la police est dans l'ensemble bien oubliée ; au Portugal aussi, si l'armée (grâce au MFA) était omniprésente dans les débats, la police restait discrètement dans l'ombre : seule la PIDE était évoquée...

Et pourtant, l'organisation même de la police et les fonctions qu'elle remplit doivent être connues de l'ensemble du mouvement ouvrier ; la levée du secret sur ses missions, ses liens concrets avec la politique — de quelque nature qu'ils soient — sa structuration, son recrutement sont une nécessité vitale pour l'ensemble de la classe ouvrière. Si l'on se bat pour la fin du ghetto militaire, pour la réappropriation par la classe ouvrière des choses militaires — en d'autres termes pour « l'armement du prolétariat » — a fortiori on se bat aussi pour la fin du ghetto policier.

Les luttes de contrôle, que ce soit à l'usine, dans les quartiers, dans et contre l'armée, etc. ont toutes en commun cette exigence d'accès libre aux informations : comment contrôler ce qui par définition échappe à tout contrôle, parce que étranger au monde ouvrier et secret ?

Les militants de la CFDT police, dans leurs analyses, distinguent activités de prévention et activités de répression. Que vaut une telle distinction ? A quel comportement social de la part de ceux qui se désignent eux-mêmes comme « flicards » et à quels objectifs ce type de



Photo AFP

entraînement des femmes à l'école de police de Lyon.

formation ? non, conditionnement !

La première question que l'on est en droit de se poser est celle-ci : « Qu'est-ce qu'un formateur pour les proches collaborateurs du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, le prince Michel Poniatowski ? »

Malgré toutes les déclarations pompeuses, tonitruantes, fracassantes, mais... mensongères, les faits parlent d'eux-mêmes et sans trop se tromper on peut tracer ainsi le profil du parfait formateur : c'est un fonctionnaire inapte au service actif, têtu, borné, ne se remettant jamais en cause, considérant que la seule méthode pédagogique valable est celle du gros bâton. Bref, c'est un individu qui présente toutes les caractéristiques pathologiques de l'immaturation (quand il ne s'agit pas d'autres troubles mentaux autrement plus graves !). On peut encore ajouter pour que le tableau soit complet que beaucoup d'entre eux

sont des « planqués » qui, pour qu'on leur fiche la paix, fichent une paix « princière » à l'administration et ne remettront jamais en cause la sacro-sainte notion d'autorité.

Plutôt que de continuer à vider ma bile et à lancer des flèches empoisonnées, jetons quelques coups d'œil sur l'ensemble du problème.

• Les « formateurs de formateurs » : en principe, on s'attend à trouver là une sérieuse équipe bien formée, bien structurée, bien encadrée, dotée d'un matériel pédagogique adéquat... Hélas, rien ! C'est l'équipe alibi de l'administration policière, une toute petite équipe sans grande formation, sans grade, sans matériel, vivant encore d'illusions et satisfaite du moindre petit « bricolage ».

• La commission spécialisée du Comité technique paritaire (composée uniquement des représentants des syndicats majoritaires). Aucune



Photo AFP

Photo Elie KAGAN

luttés peut-il mener ? Les revendications antihiérarchiques ne prennent-elles pas toute leur dimension dans un corps aussi rigidement qu'habilement structuré, compartimenté et hiérarchisé ? La prise de conscience de la militarisation de la société ne rejoint-elle pas concrètement la dénonciation par les policiers syndicalistes de la réforme des commissions instaurant la militarisation de degrés hiérarchiques de la police ? Les luttes pour l'exercice des libertés réelles — et non plus formelles — sont liées aux luttes menées à l'intérieur même des appareils d'Etat, aussi bien judiciaire que militaire et policier : les policiers syndicalistes se battent pour le plein exercice des libertés syndicales, y compris le droit de grève : à nous de les soutenir...

Georges YVERRES ■

nous prépare le Prince ? Tout simplement un codicille de la réforme Haby. Les jeunes de 16 ans qui ne peuvent s'intégrer nulle part dans la réforme susvisée viendront bien sagement passer deux ans à l'« Intérieur » sous un uniforme qui, j'ose encore l'espérer, ne sera pas vert-de-gris ! On croit pourtant savoir que le sport et l'instruction civique seront à l'honneur et que l'encadrement sera choisi parmi les meilleurs

Portrait-robot du commissaire :

- 28 ans ;
- Marié ;
- Titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur ;
- Originaire de Paris ou d'une grande ville ;
- Issu de milieux les plus divers.

éléments de la police en tenue.

• Le recrutement des gardiens de la paix : sur ce sujet on pourrait écrire un roman (style série noire, bien sûr !). Jamais dans les annales de la police nationale le recrutement des gardiens n'a été aussi catastrophique à tout point de vue. Il semble d'ailleurs qu'il n'y ait plus qu'un seul critère de recrutement : « Prenez les plus faibles... » Ils ne pourront pas réagir, ils accepteront n'importe quoi, on leur fera faire n'importe quoi, on leur fera dire n'importe quoi ! Est-il possible, après ça, de parler de formation ? Pour ma part, j'emploierais volontiers le terme « conditionnement ». En voici une preuve. Au centre d'Application des personnels en uniforme à Vincennes le ministère a acheté un super gadget de 70 millions (il s'agit d'un circuit intérieur de télévision). Au début de chaque cours, durant trois minutes, les élèves (répartis dans plusieurs salles) au même moment voient tous les mêmes séquences et tous les instructeurs posent les mêmes questions : qui, où, quoi, comment ?... Et ce, du début du stage jusqu'à la fin, c'est-à-dire durant six mois. Ne soyez donc pas étonnés si pour un stationnement inobservé le flic vous demande bêtement : « Qui vous a permis ? Où avez-vous eu votre permis ? Comment avez-vous eu votre permis ?... »

Ce ne sont là que quelques flashes, il faudrait parler des commissaires... Là aussi, beaucoup à dire sur cette fameuse école de Saint-Cyr au Mont-d'Or où le premier des principes est l'apprentissage servile de l'obéissance aveugle. Il faudrait parler des inspecteurs qui ont une formation au rabais, des enquêteurs qui n'ont pas de formation du tout. Mais je crois que tout peut se résumer ainsi : « Police nationale = Formation dangereuse ».

compétence... Personne n'a encore envisagé de faire appel à deux ou trois techniciens de l'enseignement... Tout se passe entre l'administration qui impose et ces grands benêts syndicaux qui acceptent sans trop sourciller tout ce qu'on leur présente, même la création de la pépinière « fascistaïde » que sera l'école de Cadets.

• Qu'est-ce que cette fameuse école des Cadets de la police nationale que

Portrait-robot du gardien :

- 22 ans (la moyenne baisse, entre 1961 et 1971, il avait 23 ans) ;
- Marié ;
- Niveau d'instruction : C.E.P. ;
- Originaire de province (97 %) ;
- 1 sur 2 issu de milieux ouvriers et d'employés de l'industrie.

la chasse aux sorcières dans la fonction publique

TS a recueilli un document intéressant concernant la pratique des R G : il s'agit d'un cours actuellement dispensé à l'Ecole nationale de police de Cannes-Ecluse qui s'intitule « la pratique des renseignements généraux ». Nous ne pouvons malheureusement pas tout publier ici, mais en voici quelques extraits.

On y découvre ce que la police attend de ses jeunes fonctionnaires des R G : un véritable fichage des fonctionnaires, chaque dossier devant préciser « les responsabilités politiques et syndicales successives » ; l'avis du policier R G, objectif, n'influencera qu'objectivement les Ponia, Lecanuet, et consorts... De telles consignes aux élèves-policiers sont absolument non constitutionnelles : nul n'a le droit d'être inquiété du fait de ses opinions politiques. L'affaire Ceccaldi n'est en somme qu'une bavure par rapport au gigantesque fichage des citoyens auquel se livre l'Etat bourgeois.

Après la publication d'un tel document, on se demande comment nos ministres vont encore pouvoir prétendre qu'ils ne font pas de politique quand ils gèrent leur administration.

G. Y. ■

CHAPITRE 11 LA REDACTION DES NOTES, RAPPORTS ET ENQUETES

Section 1 L'enquête administrative

Les enquêtes administratives représentent traditionnellement une part très importante de l'activité des services extérieurs des R.G. dont c'est une des spécialisations les plus typiques.

Diverses circulaires précisent la nature des enquêtes qui doivent demeurer de la compétence des R.G. et limitent le nombre des demandeurs.

Comment s'exécute l'enquête administrative ?

L'enquête administrative peut s'appliquer soit à un individu, c'est le cas de nombreuses enquêtes effectuées sur la moralité, la situation de famille, etc... des personnes sollicitant une autorisation ou une faveur de l'administration où à qui l'administration s'intéresse (demande d'emploi, naturalisation, décoration, etc...).

soit à une collectivité, ce sont les rapports sur les sociétés, les associations, les partis politiques, les syndicats, etc...

Dans les deux cas, le but de l'enquête est le même, il s'agit de fournir à l'autorité responsable une information objective pour lui permettre de déterminer convenablement son attitude vis à vis de l'individu ou de la collectivité.

1 - La technique de l'enquête individuelle.

Les informations, que doit rechercher l'enquêteur et dont il doit vérifier l'exactitude ou dont il doit au moins préciser le degré de crédibilité, concernent dans l'ordre :

- l'état civil de l'intéressé,
- le curriculum vitae de l'intéressé,
- la situation de fortune,
- la moralité et la considération dont il jouit, ainsi que sa famille,
- ses activités politiques et syndicales,
- son loyalisme à l'égard des institutions.

Cette tâche doit être exécutée avec le plus grand soin pour éviter des erreurs qui seraient éventuellement fâcheuses tant pour l'intéressé lui-même que pour le fonctionnaire négligent.

A noter que le curriculum vitae de l'intéressé doit mentionner :

- les études,
- les services accomplis à titre militaire,
- les domiciles successifs,
- les responsabilités politiques et syndicales successives,
- les mandats électoraux,
- les condamnations éventuelles (il y a lieu de rappeler qu'il ne peut jamais être fait état d'une condamnation amnistiée).

Après avoir ainsi rassemblé et vérifié toute cette documentation, le policier R.G. doit mettre un avis précis, clair, concis et objectif tant sur l'individu que sur l'opportunité de la mesure le concernant. (avis qui ne lie pas l'administration requérante).



Photo AFP

Interdite par le préfet de police, la manifestation de 500 policiers municipaux s'est soldée par une arrestation des participants par la police parisienne...

2 - Les relations personnelles.

Les relations personnelles sont une des sources d'information les plus fructueuses pour un policier des R.G.

Les renseignements obtenus au cours de conversations amicales sont d'une qualité excellente, puisque livrés spontanément. Comme toute information, ils devront être vérifiés et recoupés mais au départ ils sont valables.

On comprend l'intérêt, pour un policier R.G., de multiplier les circonstances où il se met en posture d'entendre et d'apprendre. Il lui appartient de rechercher les contacts et relations dans tous les milieux pour accroître son champ d'activités. Celui qui voit beaucoup de monde, sait s'introduire dans tous les milieux sociaux, s'adapter à ses différents interlocuteurs, inspirer confiance et faire bavarder, se montrer patient et utiliser judicieusement les divergences d'intérêt, les inimitiés personnelles, les rivalités politiques, recueillera une masse d'informations dans laquelle il n'aura plus qu'à choisir et à recouper celles qui pourront orienter très utilement des recherches.

Qui doit-on connaître ?

Les autorités et les personnalités locales et régionales : députés, sénateurs, conseillers généraux, maires et adjoints, conseillers municipaux, employés de préfecture, secrétaires de mairie, notables, dirigeants politiques et syndicaux, commerçants et industriels, agriculteurs, ouvriers, enseignants, fonctionnaires de toutes les administrations, représentants des cultes, dirigeants des associations, etc...

3 - Les Informateurs

Pour remplir ses différentes missions concourant à la préservation de l'ordre public, la police devrait être pourvue du don d'ubiquité, c'est-à-dire être présente partout à tout moment.

Mais en raison de son personnel limité, la police, réduite à ses seules forces, ne peut "couvrir" directement, en permanence et simultanément tous les lieux où se déploie l'activité humaine et où l'ordre public risque d'être troublé.

D'autres raisons s'opposent encore à l'observation directe :

- des préjugés d'indifférence ou d'hostilité empêchent le policier de communiquer aisément avec certains milieux,
- la nécessité de discrétion lui interdit également l'accès à d'autres milieux.

D'où l'obligation pour toutes les polices d'avoir en tous lieux des "auxiliaires" pour observer de ce qui s'y passe, pour résoudre les difficultés ou problèmes de pénétration et de discrétion et que l'on désigne sous l'appellation générale d'informateurs.

L'informateur, intermédiaire nécessaire entre le policier et ses objectifs, prolonge et complète ainsi l'action de la police en lui permettant d'être présente et de se multiplier dans les milieux pratiquement inaccessibles ou imperméables.

Il est à noter que diverses précautions se révèlent indispensables dans l'emploi des informateurs ; des obligations strictes sont imposées aux plans du recrutement, de la manipulation et du contrôle des informateurs.

- 8 -

Sans attendre l'occasion d'un renseignement précis à obtenir, le policier R.G. s'emploiera à établir avec tous des relations constantes, courtoises.

Pour une enquête plus précise :

- il choisira avec soin les personnes à contacter,
- il évitera de poser des questions trop directes,
- il laissera parler et dirigera la conversation adroitement sur le sujet qui l'intéresse.

Enfin, un bon policier doit se souvenir que ses sources d'information doivent être tenues rigoureusement secrètes.

Par ailleurs, renseigner ne veut pas dire trahir ou moucharder, mais recueillir des informations importantes, les analyser, les contrôler et les transmettre objectivement aux Autorités. (D.C.R.G. et Préfet ou Sous-Préfet territorialement compétent).

Très souvent les relations personnelles constitueront des sources d'information qui, pour être inconscientes et bénévoles, s'avèreront extrêmement précieuses.

des travailleurs un peu particuliers

Le policier, ce n'est pas le monstre froid, le héros chaleureux ou le James Bond que chaque soir la télévision nous montre aux heures de grande écoute. Ce n'est pas non plus cette ébauche de fasciste qui ne rêve que d'une chose : en découdre avec les gauchistes et les « cocos ». Non, la réalité est plus complexe. D'abord, le ministère de l'Intérieur est une maison si grande qui exécute tant de tâches qu'il est impossible d'avoir le portrait-robot du policier. Celui-ci est aussi bien le « flicard » dans un commissariat que le photographe de l'identité judiciaire, le politique des R G, l'informaticien du fichier central, l'éducateur de rues, le mécanicien, le professeur de criminologie, ou le gratte-papier administratif.

Pour mieux comprendre qui sont les policiers, TS en a rencontré quelques-uns.

TS : Pourquoi êtes-vous devenus policiers ? Quelles sont vos origines ?

A : Au départ, on cherche du travail. Personnellement, je n'avais pas de diplômes, je suis sorti de l'école à quatorze ans ; après un apprentissage dans une boîte, je ne trouvais pas de travail, j'ai fait n'importe quoi, des boulots assez durs ; finalement, je me suis engagé dans la marine. A vingt-cinq ans, je suis rentré dans la police, pour la sécurité de l'emploi.

B : Moi, j'étais aussi en province. J'ai poussé mes études jusqu'au brevet, j'ai fait un apprentissage de tôle, j'en avais ras-le-bol, je me suis lancé dans le commerce. Ça n'a pas marché. J'ai cherché une administration où ça payait, et où il était facile d'entrer. On peut y faire du bon boulot, et je ne crois pas être un mauvais flic. Dans mon îlot, je suis bien considéré par la population. Mais, en fait, on est de plus en plus occupé à des tâches autres : réception, protection, etc., et le boulot s'en ressent.

C : J'étais étudiant et pion, je commençais une licence, mais j'avais besoin de gagner ma croûte. C'était après la guerre d'Algérie et je croyais à la police, à sa mission. Je suis rentré comme inspecteur sur contrat. C'était facile. On m'a tout de suite donné un pétard et une médaille. Dès le lendemain, j'avais des enquêtes.

TS : Comment concevez-vous votre travail ? Qu'est-ce que vous en pensez ?

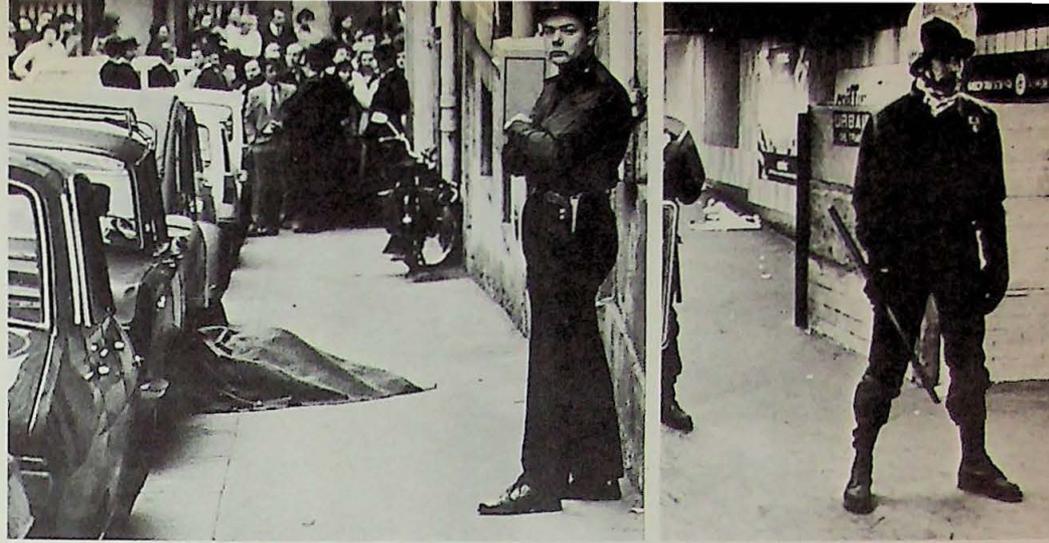
E : Aux R G, tu ressens quelque chose quand tu y arrives. D'un seul coup, tu vois la vie à l'envers. Tout devient neutre, technique. Tu assistes à une réunion, non pas pour communier avec l'orateur, mais pour faire un rapport après. Tu vois aussi le dessous des choses, les affaires louches, etc. L'aspect agréa-

ble, c'est que tu travailles avec l'actualité, et tu vois les journaux titrer sur des événements que tu as vu se préparer, que tu as peut-être créés !

TS : Quelles relations avez-vous avec la population ? Votre classe d'origine, pour la plupart d'entre vous, ce sont les travailleurs ; comment acceptez-vous la répression que vous exercez contre eux, contre des membres de vos familles, peut-être ? Que pensez-vous quand on vous envoie devant les manifestants ?

D : Il faut dire tout de suite que peu de policiers participent au maintien de l'ordre. Donc, la grande majorité d'entre nous ne pensent pas être des « matraqueurs ». Jamais je ne vais dans les manifestations. Je me considère comme un travailleur, peut-être un peu particulier, d'un service public.

C : Nous sommes quand même liés aux travailleurs par nos conjoints qui travaillent et sont parfois syndiqués, par nos enfants. Les flics subissent la même société que les travailleurs, mais ils n'ont ni les traditions de lutte, ni les organisations de la classe ouvrière. Aussi ne peuvent-ils pas apporter de réponse à l'oppression qu'ils subissent au même titre que, par exemple, les fonctionnaires. Les policiers sont les



laissés pour compte du mouvement social.

TS : La répression policière, ce n'est pas seulement la charge contre des manifestants, c'est aussi votre travail de chaque jour ? Qu'en pensez-vous ?

C : C'est vrai, mais il y a tant de services différents que si on est mal à l'aise dans l'un, on se fait muter. Personnellement, j'ai commencé comme éducateur de rues. Un jour, j'ai vu les R G s'intéresser à mes relations et ficher les jeunes travailleurs que je fréquentais. J'ai demandé à changer de service.

B : Il y a en permanence la confusion entre une certaine fonction sociale de la police, qui est utile, et la fonction répressive. Gardera-t-on la police quand la gauche sera au pouvoir ? Quelle police ? Fera-t-on disparaître des services ? Est-il possible de dissoudre des services de police par simple décision gouvernementale ? L'ensemble du ministère de l'Intérieur est une énorme machine et il serait temps pour les travailleurs que tous nous réfléchissions à ce qu'il faudra en faire. ■

Qui s'est ému des 4 000 appelés du contingent mis à la disposition de la gendarmerie et qui, en libérant celle-ci des tâches inintéressantes pour le pouvoir, la circulation par exemple, augmentent d'autant les effectifs. Il y a donc actuellement 180 000 policiers et gendarmes en France, soit, un représentant des forces de l'ordre pour 280 habitants environ. Vivons-nous encore dans une société policée ? Mais ne sommes-nous pas déjà dans un Etat policier ?

Les hommes étaient là ; il restait à leur donner des méthodes et des moyens.

Les méthodes, nous les connaissons tous. Ce sont celles qui ont provoqué la mort d'un militant CFDT. Jacques Pottier, tué le 23 juillet dernier par ses collègues de la brigade anti-gang. Ce sont les interventions violentes et les « super-services », qui font oublier le fichage, la répression sélective, la non-application des lois réprimant les comportements racistes...

Les moyens, ce sont les projets de lois présentés par le gouvernement, sous prétexte de lutter contre la cri-

si vous saviez...

S'il était un point du rapport général sur lequel nous devions intervenir, c'était bien le chapitre qui traite des libertés. Car en cette matière, nous avons une responsabilité envers les travailleurs et envers la Confédération. Mieux que quiconque, nous savons que les libertés sont menacées. Les policiers, parce que plus que d'autres soumis au poids direct de la hiérarchie des maîtres qui nous gouvernent, en donnent ici l'avertissement solennel aux autres travailleurs.

L'armée était la grande muette, et voilà que les soldats et certains militaires se mettent à parler.

Les magistrats, convaincus de leur indépendance, appliquaient consciencieusement les lois de la classe dominante, et voilà qu'ils mettent les patrons en prison.

Les policiers discutaient gentiment de leurs indices et de la forme de leurs képis dans leurs syndicats autonomes, et voilà qu'avec la CFDT, ils vont voir les ouvriers en lutte et qu'ils prétendent être des travailleurs.

Cela n'était pas tolérable, aussi était-il temps de mettre tout ce beau monde au pas.

Les policiers du syndicat CFDT de la police parisienne mènent leur combat avec la classe ouvrière. C'est pour cela que Jean-Louis Breton a été révoqué.

En cette période de crise, le capitalisme a besoin de son armée, de sa justice et de sa police. Et malheur à celui qui se considère et se comporte comme un travailleur. Le capitalisme qui n'a plus comme justification aux yeux des travailleurs sa réussite économique, le plein emploi et l'amélioration du niveau de vie, crée le mythe de la sécurité. Sécurité dans le métro : on retire les personnels de la RATP des stations pour y mettre la gendarmerie et la police. Opérations coups de poing, alias anticriminalité, au cours desquelles on contrôle les jeunes et les immigrés. La petite délinquance est habilement exploitée par Ponia-towski pour que les citoyens demandent de la sécurité, et nous devons constater, hélas, que le gouvernement a partiellement atteint son objectif.

Qui s'est ému du formidable accroissement des forces de gendarmerie depuis 1968 ? Qui sait qu'il y a aujourd'hui 18 000 gendarmes mobiles auxquels s'ajoutent les 3 000 gendarmes de la Garde républicaine de Paris, soit 21 000 hommes en tout, bien plus fiables que les CRS.

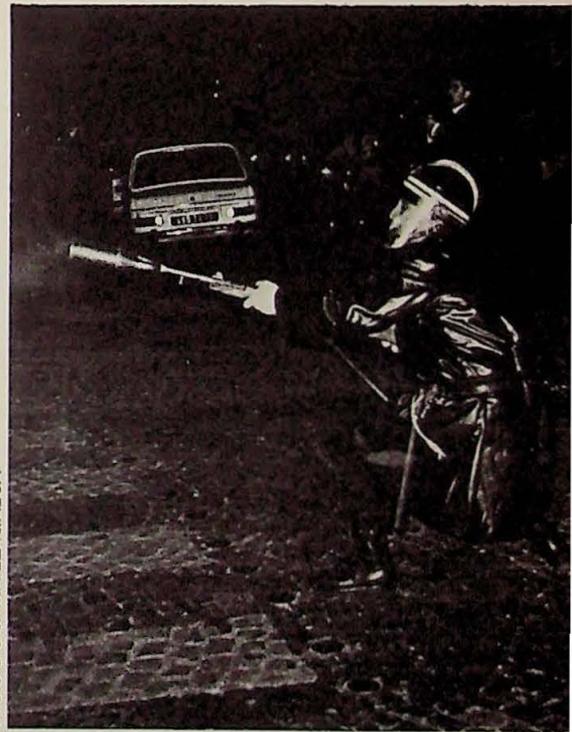
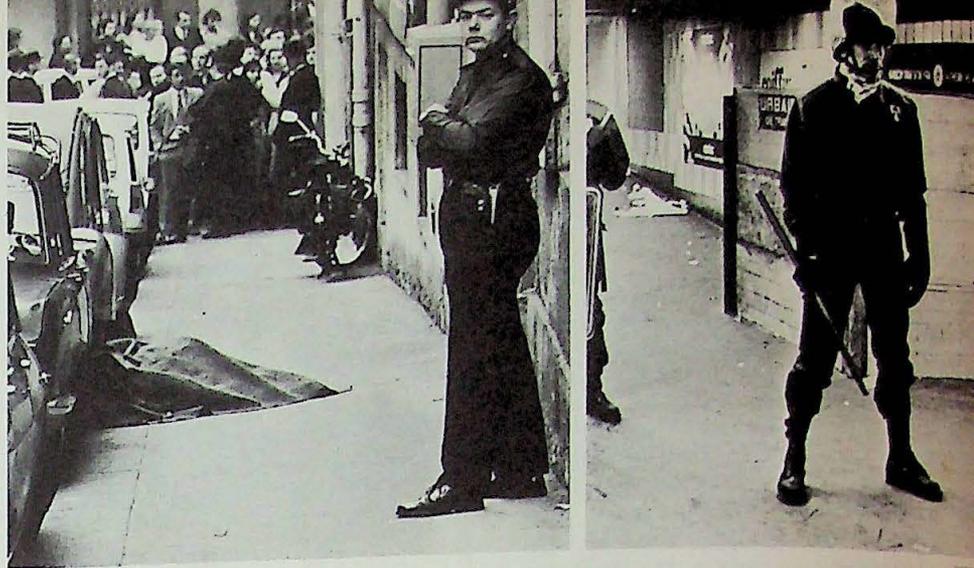


Photo Didier MAILLACADJA

minalité et qui permettront, notamment s'ils sont adoptés, à tout policier de fouiller tout véhicule, à tout moment, sans avoir à en justifier. C'est la légalisation de la conduite au poste pour vérification d'identité, le transfert de certaines compétences, des juges aux préfets. Mais il est un moyen plus insidieux et plus dangereux, c'est la création d'une école de cadets de la police nationale, où seront conditionnés, après une scolarité difficile, des adolescents, futurs policiers, complètement coupés du monde extérieur, de leurs origines sociales et du syndicalisme. Dans le contexte actuel, la création de cette



école de cadets constitue un véritable danger pour la démocratie.

Le dernier point qui inquiète beaucoup le syndicat de la police parisienne est la réforme de la police nationale que doit annoncer Poniowski. Cette réforme renforce la hiérarchie au niveau des commissaires et commandants qui constitueront un corps d'administrateurs de police. La promotion des commandants principaux et de groupement, notamment des CRS, constitue un pas important vers la militarisation des différents corps.

Ce renforcement de la police, de ses méthodes et de ses moyens s'accompagne d'une répression interne plus insidieuse que sous Marcellin, mais peut-être plus efficace. Nous ne comptons plus les « Ceccaldi » de la CFDT-police. A Rennes, un inspecteur des renseignements généraux a été muté dans l'intérêt du service pour avoir osé chanter l'Internationale et avoir manifesté son jugement sur le travail qu'il faisait. Ce camarade est suspendu depuis près de 3 mois. En 1975, 50 % de nos circulaires furent interdites à l'affichage par le préfet de police.

Nous savons que ce que le pouvoir craint le plus, c'est de voir, ses juges, ses flics et ses militaires se comporter comme des travailleurs et s'intégrer dans la lutte des classes. Mais nous savons aussi que dans la période de transition vers le socialisme, les policiers comme tous les membres de la CFDT auront un rôle important à jouer. Et pour que cela se fasse, il faut que nous soyons conscients du péril actuel.

Il est une petite phrase d'un ancien Garde des Sceaux qui est significative de l'état d'esprit de nos gouvernants. « La garantie des citoyens est dans la conscience des ministres » disait Pleven. Nous devons dire que nous n'avons pas confiance dans celle de Poniowski. Comme les autres travailleurs, ceux de la police sont victimes de la violence capitaliste qui exploite et licencie les travailleurs pour préserver son profit, car alors nous sommes victimes des catégories sociales ou régionales qui n'ont plus que la violence pour s'exprimer.

Le gouvernement « libéral avancé » a intérêt à marginaliser ses flics, mais cela est dangereux pour les libertés collectives et individuelles. La CFDT ne doit pas tomber dans ce piège. La loi anti-casseur est maintenant utilisée contre les syndicalistes, demain, s'ils sont adoptés, les projets gouvernementaux permettront au pouvoir de faire condamner des militants pour association de malfaiteurs, alors qu'aucune action n'aura été entreprise et qu'aucun délit n'aura été commis. C'est pourquoi, nous devons être vigilants et prêts à riposter massivement à toute tentative d'atteinte aux libertés.

Georges Guillermou ■
Anney le 26 mai 1976

appel de policiers

Cet appel reste sous la responsabilité des policiers qui l'ont signé. Les problèmes qu'il soulève ont cependant semblé suffisamment important, pour que TS estime nécessaire de le publier, en espérant qu'il engagera une réflexion parmi les travailleurs et les policiers.

Des policiers, syndiqués et non syndiqués, vivement intéressés par l'audience croissante des partis et mouvements de gauche, sont inquiets de constater, dans les projets connus, l'absence de textes concernant une réforme profonde de la police, dans l'hypothèse probable du passage légal à une société socialiste.

Ils partagent les espérances de leurs aînés : la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme et l'abolition du salariat. Ils attendent de la société socialiste la disparition de la division entre tâches de direction et tâches d'exécution, entre travail manuel et travail intellectuel. Ils s'associent au projet autogestionnaire et se sentent très profondément solidaires du monde ouvrier en lutte contre l'exploitation, l'autoritarisme et l'injustice.

notre prise de conscience

Elle s'apparente au processus d'une enquête policière que nous aurions patiemment menée sur le mécanisme de notre propre aliénation, humaine, sociale et politique.

Tout d'abord, nous avons pris conscience des « contradictions » existant entre l'idéologie policière officielle (mission « sociale » de la police, neutralité de son action, absence de motivations partisans, légalisme apolitique, etc.) et la réalité que nous vivons journalièrement dans nos services, que ce soit sur la « voie publique », en police judiciaire ou aux renseignements généraux (répression sélective, plaignants, privilégiés, affaires réservées, espionnage politique, racisme, réflexes de classe, ignorance des dispositions légales « contraignantes » quand ce n'est pas violation systématique de la légalité...).

On nous a dit appartenir à « une police au service de tous », et nous nous sommes aperçus être au service de quelques-uns au détriment de tous...

On nous a dit être voués à la protection de la « paix et de la tranquillité publique » et nous avons découvert que c'était la « paix et la tranquillité » des possédants et des nan-

tis que nous défendions contre les convoitises ou le désespoir des laissés-pour-compte de la société capitaliste de consommation...

On a fait de nous les dépositaires du maintien de l'ordre public contre les « fauteurs de troubles » et nous avons compris que c'était pour la défense d'un véritable « ordre moral » (celui du système de « valeurs » de la bourgeoisie) que l'on nous avait subrepticement enrôlés...

Bref, nous avons découvert la réalité de la lutte des classes et de la violence étatique et avons compris que les « fauteurs de troubles » étaient les tenants d'un système économique immoral, autoritaire et inégalitaire.

socialistes et policiers

Nous voulons nous faire entendre... C'est un appel lancé à nos camarades policiers, à nos camarades socialistes, aux travailleurs. Prenez conscience du rôle primordial et éminemment politique de la police.

Ses structures actuelles, essentiellement répressives, ne pourront participer, sans problèmes graves, à une véritable instauration de la société socialiste que nous attendons.

Quant à nous, d'ores et déjà, nous assignons à notre réflexion le développement des trois concepts suivants, conditions, selon nous, indispensables à la réalisation d'une police nouvelle au sein d'une société socialiste.

le concept de « policier-travailleur »

Le policier devra se situer dans la société socialiste en tant que travailleur chargé d'une mission de police. Il devra donc posséder la totalité des droits conquis par les travailleurs, y compris le droit de faire grève.

Son activité professionnelle ne revêtira aucune spécificité restrictive de droits. Elle ne pourra, au contraire, qu'ajouter à ses devoirs de « policier-travailleur » celui de loyauté à l'égard de ses camarades ouvriers qui lui accorderont en retour leur confiance.

le concept de « police démocratique »

Quelles que soient les solutions que les travailleurs décideront d'apporter aux problèmes de leur sécu-

rité et de la défense des acquis des changements socio-politiques qui surviendront, nous pensons nécessaire de poser, dès à présent, le principe :

— d'une démocratisation du recrutement et de la formation des policiers ;

— de la création « d'antennes de police » au sein desquelles serait organisé un véritable pouvoir collectif de décision ;

— de l'introduction de rapports nouveaux entre policiers de grades différents par l'élaboration commune des tâches, par la libre critique des décisions, par le souci pédagogique permanent de tous d'élever le niveau de connaissances de chacun. Il s'agira de procéder à un déconditionnement aux formes d'autorité actuelles, désuètes et arbitraires, pour les remplacer par la libre responsabilité de chaque policier-travailleur (toutes réformes impliquant un nouveau statut pour les policiers, éventuellement la rédaction d'un code de déontologie, etc.) ;

— de l'instauration de règles de loyauté dans la recherche des preuves et dans les différentes méthodes d'investigation policière (ce qui impliquerait nécessairement une réforme profonde du Code de la procédure pénale) ;

— de l'organisation d'un contrôle des citoyens sur leur police, corollaire logique de notre option démocratique et autogestionnaire.

le concept de « défense sociale »

La délinquance n'est pas un phénomène fatal, en grande partie c'est le produit d'un certain type de société et le résultat d'une politique économique et sociale.

La société socialiste devra aborder le problème de sa protection contre la criminalité et dégager les lignes de force d'une politique criminelle nouvelle fondée sur les données de la criminologie et des sciences sociales. La prévention des manifestations de déviance sera au centre des préoccupations des responsables de la protection sociale.

Les criminologues, sociologues, juristes, éducateurs et policiers socialistes devront faire leur le mot d'ordre du grand criminaliste suédois Karl Schlyter : « ... Dépeuplons les prisons !... »

La police nationale ne doit plus être « l'armée de l'ombre » de la bourgeoisie au pouvoir, mais un corps de défense sociale qui puisera sa légitimité dans l'adhésion populaire.

et pourtant
elle tourne...

Italie : une situation bloquée

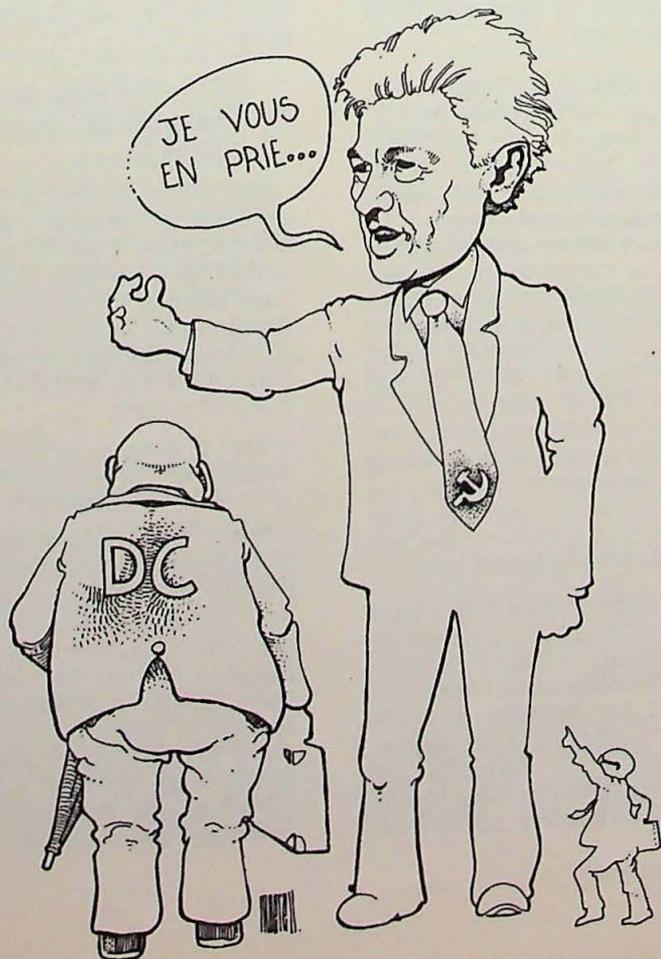
Henry Kissinger et Paul VI peuvent être temporairement rassurés : il n'y a pas de majorité de gauche en Italie et PCI, PSI, *Democrazia proletaria* et radicaux n'obtiennent que 47 % des voix. La DC, contrairement à ce qu'on attendait, retrouve, avec 38,7 % les voix qu'elle avait eues aux élections nationales précédentes (alors qu'elle avait sensiblement reculé aux régionales l'an dernier). La campagne la plus grossièrement anticommuniste menée par le nouveau héraut de la droite européenne A. Fanfani a été payante et l'agitation du spectre rouge a permis de rassembler bourgeoisie, paysannerie et couches moyennes apeurées au détriment des petits partis centristes, républicains, libéraux et sociaux-démocrates, qui reculent tous par rapport à 1975.

Mais le scrutin de dimanche et lundi derniers s'est aussi traduit par une formidable poussée du PCI. En effet celui-ci avec 34,4 % des voix dépasse encore son succès considérable de l'an dernier. Pour la première fois sa progression semble avoir touché également toutes les régions et est symbolisée par la situation de Rome qui aura une municipalité de gauche et plus encore de Naples — qui a eu longtemps une majorité monarcho-fasciste et où le PCI a aujourd'hui 47 % des voix. La coupure de l'Italie en deux blocs — que précisément Berlinguer n'a cessé de combattre — a profité avant tout aux communistes qui apparaissent plus que jamais comme le parti qui traduit le plus clairement au plan électoral l'extraordinaire mouvement social que connaît l'Italie depuis 1969. Le phénomène est accentué par le médiocre score du PSI — qui paie ses ambiguïtés et son refus de choisir entre DC et PCI. Malgré tout, la gauche révolutionnaire, à travers les listes de *Democrazia proletaria*, si elle a peu de voix (1,5 %) obtient 6 députés, ce qui ne s'est encore jamais vu en Europe.

Les résultats de ces élections conduisent à une impasse totale car on ne voit aujourd'hui se dessiner aucune majorité possible au Parlement. Le fait que la DC reste le premier parti en Italie ne résout nullement la crise ; si on y ajoute la poussée considérable du PCI, les inquiétudes à terme ne manqueront sans doute pas pour la bourgeoisie italienne et le State Department.

Nous nous réservons d'analyser plus en détail la semaine prochaine la signification de ces élections.

J.-C. B. ■



PROLETARIA
PER IL COMUNISMO

perché



FOTOLIB

Lucio Magri, maître à penser de l'extrême-gauche vient d'être élu à l'assemblée.

rendez-vous avec la gauche

interview de Rossana ROSSANDA
(PDUP)

TS : Quelle analyse fais-tu de ces résultats ?

Rossana Rossanda : L'analyse n'est guère difficile. La gauche qui réunit presque 48 % des suffrages, fait une avancée de 10 points par rapport aux dernières élections. Cette avancée est pour l'essentiel due aux énormes progrès du PCI, cependant que le PSI piétine.

Et, alors que jusqu'ici la montée de la gauche se faisait parallèlement à une désagrégation du bloc démocrate-chrétien, cette fois un réflexe de peur a joué, de telle façon que la DC a au moins maintenu des positions par rapport à 1972. Et elle le fait en passant sur les cadavres des petites formations de la droite laïque, du parti Libéral, du parti Social-démocrate, qui sont écrasés. La DC mange au passage une frange des voix fascistes. C'est donc tout un bloc conservateur modéré qui s'est agrégé autour de la DC, et qui s'oppose à un bloc de gauche, pour l'essentiel communiste.

On est en présence de deux forces qui ont à peu près la même envergure, et qui se trouvent figées. Le PCI ne peut pas proposer à la DC un gouvernement de coalition — et en tout état de cause la DC ne pourrait l'accepter. Les socialistes ne peuvent pas revenir à une coalition de centre-gauche. Et la DC ne peut pas proposer aux fascistes de constituer ensemble une majorité... On est donc devant ce que les observateurs politiques appellent une situation ingouvernable ; aucune proposition politique connue n'est acceptable, ni le compromis historique, ni le gouvernement de coalition, ni le centre-droit. Le bloc des centres — qui avait toujours eu la majorité depuis 1948 — n'existe plus. Le pays est divisé en deux, un peu comme la France au moment de l'élection présidentielle, mais avec cette différence substantielle : le bloc des voix modérées est plutôt un ciment de

non au communisme, et non pas, comme en France, une politique de la bourgeoisie. Le bloc de la gauche, lui, s'appuie sur un très puissant mouvement social.

TS : Et les résultats de « *Democrazia Proletaria* »... ?

R.R. : Ils sont bons, mais pas enthousiasmants. Pas enthousiasmants parce qu'on aurait tout de même espéré mieux. Il est vrai que nous sommes plus forts dans le « mouvement » que sur le plan électoral. Mais six députés entrant au Parlement à la gauche du PCI, six députés révolutionnaires, c'est un fait sans précédent en Europe.

TS : Quelles vont être dans l'immédiat vos propositions politiques ?

R.R. : Pas en tout cas d'attendre les prochaines élections pour atteindre un hypothétique 51 % ! Nous critiquons le PCI, parce que sa politique d'intégration, de dialogue avec la DC a certes permis de réaliser un « score » extraordinaire, mais a en même temps abattu ses propres alliés, et d'abord les socialistes. Ce n'est pas certes qu'il faille admirer le programme français de gouvernement, mais il est regrettable qu'une proposition politique commune de la gauche n'ait pas été avancée avec notre soutien critique de l'extérieur.

Désormais, ou bien la situation devient intenable — puisqu'il n'y a même pas d'espace politique pour une entente communistes-catholiques — ou bien la gauche retrouve une unité qui se propose clairement de rompre avant les prochaines élections le bloc de la DC — qui est un bloc imposant mais fragile n'étant fondé que sur le refus du communisme. Nous relançons donc l'idée d'un grand rendez-vous politique de la gauche tout entière.

Propos recueillis au téléphone
par Gilbert HERCET ■

régions d'Espagne

Il y a des raisons culturelles pour admettre sans l'ombre d'hésitation que l'Espagne, comme un quelconque autre pays européen, est constituée par une pluralité de cultures et de peuples.

La communauté espagnole contient beaucoup d'éléments psychologiques et culturels. Il est certain qu'ils ont créé des différences qui ont été depuis longtemps l'objet d'appréciations anthropologiques plus ou moins scientifiques, étudiant les traits fondamentaux des Andalous, Catalans, Basques, Galiciens, etc.

Notre parti reconnaît ces faits depuis de longues années, et dénonce le centralisme comme un facteur non fonctionnel et donc perturbateur. Surout le centralisme franquiste qui, sous une pauvre couverture idéologique, couvrait la concentration du pouvoir aux mains d'une oligarchie qui provenait de toutes les régions, et exploitait les différents peuples d'Espagne, comme si celle-ci était une simple colonie.

Cela veut dire qu'il ne s'agit pas pour nous d'être simplement respectueux de la problématique créée par les peuples et les nationalités, mais que nous comprenons et partageons les raisons qui ont conduit à poser ce vieux problème, en termes parfois radicaux. Problème avec lequel on ne peut biaiser, et qu'on ne peut traiter comme s'il s'agissait d'une simple rougeole qui n'a d'importance que pendant un moment. C'est quelque chose de plus pro-

fond. Il faut l'entendre ainsi, et l'aborder avec le souci de le résoudre.

Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, le PSP, bien avant que les autres partis ou institutions en parlent, a proposé la création d'une chambre des nationalités et des régions qui aurait pour charge de résoudre à ce niveau les problèmes posés qui exigent une solution urgente.

Bien entendu, il ne s'agit pas de désagréger l'Etat espagnol, à la fois pour des raisons évidentes de caractère historique et psychologique que pour des raisons technico-politiques qui tiennent compte de la tendance intégratrice qui caractérise notre époque. Mais nous entendons montrer clairement, comme le faisait Prat de la Riva il y a beaucoup d'années, qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre l'intégration globale au sein d'une communauté, et une structure

Dans les salles du rez-de-chaussée d'un hôtel de la périphérie de Madrid, le 6 juin 1976, résonne une émouvante Internationale. Ce sont les mille congressistes du PSP (Partido Socialista Popular) qui, à la fin de leur III^e congrès, affirment leur volonté de lutte. Non, ce n'est pas le changement en Espagne ; dans son texte de présentation, Enrique Tierno Galvan a bien précisé que ce congrès ne se tenait ni dans la liberté, ni dans la tolérance, soulignant son importance historique puisque c'est le premier congrès socialiste qui s'est tenu en Espagne depuis 40 ans.

Les principaux objectifs du PSP, en organisant ce rassemblement, étaient de réaffirmer d'une part la ligne du Parti, et d'autre part le compromis démocratique contracté avec les autres organisations et tendances politiques espagnoles, sur les bases de : « la igualdad y la justicia entre los hombres, en una sociedad sin clases ». (L'égalité et la justice pour les hommes dans une société sans classe).

C'est avec une attention soutenue que sera écoutée la lecture du texte d'orientation de E. Tierno Galvan dont nous publions ci-après l'essentiel.

A certains passages des interventions des partis espagnols venus assister au congrès, c'est une salle debout, déterminée, le poing levé qui réclame l'unité.

Tour à tour, les représentants de la quasi-totalité des organisations politiques engagées dans la Coordination démocratique viendront affirmer à la tribune ce même souci d'unité ainsi que les représentants des organisations syndicales : les commissions ouvrières (Camacho), UGT, USO.

Le samedi après-midi, le congrès, réuni à huis clos, a longuement débattu, notamment de l'unité du mouvement socialiste espagnol, de son avenir et des problèmes des nationalités, représentées par des délégations venues de toutes les régions de la péninsule ibérique.

De nombreux partis socialistes et communistes européens et latino-américains invités, ont suivi ces quarante-huit heures de congrès avec la plus grande attention. La délégation PSU, seul parti français présent, a été fraternellement accueillie et le message du Bureau national, chaleureusement applaudi.

F. MORENO ■



l'exécutif du PSP applaudissant son président, Enrique Tierno Galvan.

pluraliste de l'Etat qui satisfasse les intérêts des communautés particulières.

Nous redisons qu'il s'agit là d'un problème avec lequel on ne peut biaiser, dont les termes doivent être clairement établis, au bénéfice de tous les Espagnols et de nos propres idées.

patriotismes locaux et lutte des classes

Telle est la question, camarades, et ici, il nous faut être extrêmement clairs. Nous sommes des socialistes de gauche. Nous sommes un parti d'inspiration clairement marxiste, dans nos techniques comme dans nos principes. En tant que socialistes de gauche, nous ne pouvons accepter que des critères locaux ou régionaux, qu'on les appelle populaires ou nationaux, viennent s'interposer dans la construction du socialisme.

Les camarades des partis fédérés connaissent ce point de vue. Un peuple ou une nationalité doit être un instrument de plus au service de la réalisation des fins du socialisme et de son universalité. Nous n'oublions pas que le socialisme est l'idéal des travailleurs du monde en-

tier. En dernière instance, il n'admet pas les frontières.

Chaque fois qu'un peuple, une nationalité ou une région, se réclamait, par vanité ou orgueil, d'une prétendue supériorité collective par rapport à d'autres communautés, brisant ainsi l'unité des travailleurs, et se servirait des patriotismes locaux pour occulter les exigences de la lutte de classes, le PSP, parti marxiste ne pourra ni défendre ces critères, ni seconder ces attitudes.

Nous sommes ainsi conséquents avec nos principes socialistes.

Mais au contraire, chaque fois que les programmes socialistes des nationalités, peuples et régions, inclueront les principes fondamentaux de la solidarité internationale et de l'unité du prolétariat, chaque fois qu'ils mettront en avant les nécessités de la lutte contre le capitalisme destructeur, alors les camarades de ces nationalités, peuples et régions, savent qu'ils peuvent compter pleinement sur nous.

Nous entendons seulement les aider et les défendre, à partir de leurs problèmes particuliers, pour mieux défendre les intérêts communs de tous les travailleurs espagnols.

Tierno GALVAN ■

Otelo en campagne

Interview de Pedro Rodriguez (MSU) (1), membre de la commission exécutive nationale de la campagne d'Otelo.

TS : Tu fais partie de la commission exécutive nationale provisoire de la campagne Otelo, peux-tu nous expliquer les conditions dans lesquelles a démarré cette campagne ?

Pedro Rodriguez : La commission exécutive est née en raison de l'urgence de démarrer avec les représentants des organisations qui appuient (UDP, FSP, MES, PRP, MSU) en nombre égal pour chacune. Le pays a été divisé en quatre régions avec trois ou quatre délégués pour s'occuper de chaque région. Il faut insister sur son caractère provisoire, en liaison avec les discussions portant sur l'avenir de l'après-campagne : l'idée étant que si le mouvement continue, cette commission exécutive serait élue par la base dans les régions.

TS : Quelle base ?

P.R. : La base d'appui à la campagne ce sont les GDUP, groupes dynamisateurs de l'unité populaire qui se coordonnent au niveau des municipalités et par branche d'activité (quand les conditions le permettent, comme dans la banque aujourd'hui). Ces coordinations locales ont une coordination par district,

chacune avec sa commission exécutive.

TS : Quelle est la participation des « inorganisés » ?

P.R. : On peut dire que le nombre des inorganisés, sans oublier aussi les organisés du PC et du PS, dépasse largement la totalité des membres des organisations qui appuient.

TS : Ont-ils un rôle au niveau des commissions exécutives ?

P.R. : Pas encore, sauf déjà dans un district — peut-être même deux aujourd'hui — où la commission exécutive a pu être élue par cette base élargie. Selon l'avancée organisationnelle locale, on tendra à faire élire les commissions exécutives par l'ensemble des militants participant à la campagne.

TS : Et le contenu politique de la campagne ?

P.R. : On a décidé de faire une campagne large, cherchant la base d'appui la plus large. Ce n'est pas une candidature avec un programme révolutionnaire de la classe ouvrière comme le voulaient certains mais il s'agit d'un programme populaire visant à un rassemblement de larges couches sociales qui puissent se reconnaître sur ce programme. Les points en gros : le premier c'est l'unité nationale,

«soutenir partout la liberté»

Un entretien avec Ahmed Schehati, secrétaire aux Affaires extérieures de l'Union socialiste arabe de Libye

Gilbert Hercet a représenté le PSU à Tripoli, à l'occasion des festivités organisées pour le VI^e anniversaire de l'évacuation des bases américaines de Libye. A l'issue de cette grande « fête anti-impérialiste », il s'est entretenu avec l'un des principaux responsables du parti au pouvoir, sur les grandes options, extérieures et intérieures, du régime libyen. Compte tenu du rôle important joué par le Premier ministre libyen, le commandant Jalloud, dans la recherche actuelle d'un règlement du drame libanais, on retiendra spécialement les passages consacrés à cette question.

TS. : Vous venez de célébrer avec éclat le VI^e anniversaire de l'évacuation des troupes américaines de Libye. Quelle signification attachez-vous à cette commémoration ?

Ahmed Schehati : C'est une fête de la liberté. Nous avons été occupés et contrôlés par des étrangers. Depuis six ans, les derniers soldats américains ont quitté notre pays, et maintenant nous nous sentons li-

bertés. La liberté est la plus belle chose de la vie. Nous contrôlons désormais nous-mêmes nos propres affaires.

Vous savez, les Libyens ne pouvaient rien contre les soldats américains, du temps des bases. En vertu des accords passés par le roi avec les Etats-Unis, nos tribunaux n'étaient pas compétents pour juger les militaires américains, y compris lorsqu'ils accomplissaient des crimes odieux, comme ce pilote s'amusant à mitrailler, et à tuer, des femmes et des enfants sur leur petit bateau. C'était véritablement une occupation colonialiste.

Alors, un jour comme aujourd'hui, nous sentons, nous mesurons la dif-

férence entre le passé et le présent. Et nous espérons que tous les peuples colonisés pourront aussi conquérir leur liberté ; c'est la raison de la présence ici, pour commémorer avec nous cet anniversaire, de représentants des peuples en lutte pour leur indépendance.

TS. : Quels sont, selon vous, les moyens d'affronter victorieusement les prochaines étapes de la lutte anti-impérialiste en Méditerranée ?

A.S. : Il s'agit de promouvoir une coopération étroite entre les forces socialistes de la Méditerranée, comme le PSU et tous les partis luttant pour le socialisme et contre l'impérialisme dans l'Europe du Sud et dans les pays arabes. En effet, c'est seulement quand les peuples riverains de la Méditerranée seront parvenus à organiser une coopération étroite qu'ils pourront être pleinement maîtres chez eux, et qu'il n'y aura plus de place dans la région pour une présence étrangère, qu'elle soit de l'Est ou de l'Ouest.

Aucune autre force militaire ne doit exister en Méditerranée que les forces des pays méditerranéens. La Méditerranée doit appartenir à ses peuples riverains, et à eux seuls.

C'est une campagne qui cherche le maximum d'unité dans les masses.

TS. : N'y-a-t-il pas le risque de concevoir et de limiter l'unité populaire comme simple unité à la base sans poser la question des rapports avec les organisations politiques du mouvement ouvrier ?

P.R. : Oui, il y a ce danger, mais il est l'objet d'une discussion très large qui s'observe aujourd'hui dans la campagne. Ce débat porte en même temps sur l'avenir de ce mouvement d'appui — avenir organisationnel et politique — soit sur l'ou-

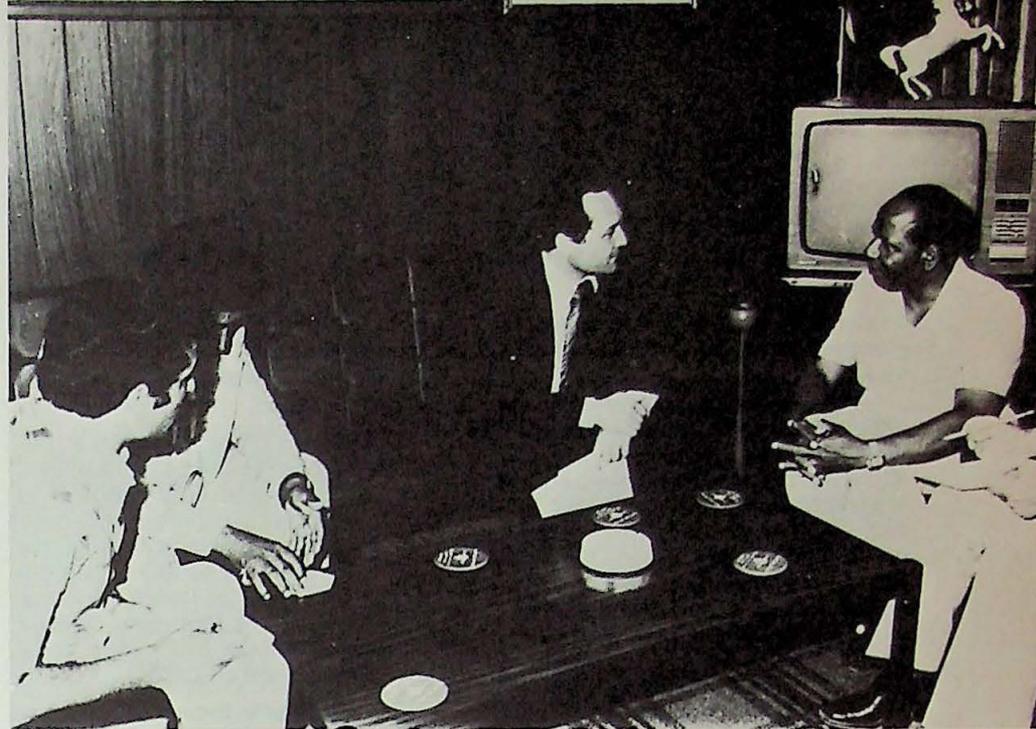
verture d'un débat stratégique au sein de la gauche révolutionnaire et de la gauche en général, débat qui n'a jamais été assez approfondi au Portugal. Cela dit, il y a deux processus : l'un de reconstitution de la gauche révolutionnaire elle-même, surtout au sein de la campagne, l'autre qui est un approfondissement et une clarification des rapports avec les forces politiques traditionnelles du mouvement ouvrier. Aujourd'hui on insiste surtout sur la conception de l'unité de base; il faudra essayer de voir comment dépasser cette phase.

TS. : Quelle est donc l'attitude actuelle de la campagne vis-à-vis du PC et du PS ?

P.R. : Nous critiquons le PS parce qu'il appuie la candidature Eanes, candidature nécessaire à la première phase de reconstitution de la bourgeoisie actuellement.

Nous critiquons le PC surtout parce qu'il a présenté une candidature tout à fait « partidaria » qui ne peut être une candidature d'unité des masses. Ni par le contenu, ni par la forme elle ne peut être une candidature d'unité populaire car elle va introduire des divisions au sein même des travailleurs qui ne se reconnaissent pas dans les propos du PC.

Cela dit nous essayons de ne pas prendre des attitudes d'hostilité verbale et idéologique vis-à-vis de ces partis. Nous cherchons à dé-



Ahmed Schehati lors de son entretien avec Gilbert Hercet.

montrer aux travailleurs qui croient en ces partis qu'il est possible de réaliser une candidature d'unité populaire sur un programme alternatif. Aujourd'hui des travailleurs de ces organisations participent directement aux GDUP ou déclarent publiquement qu'ils voteront Otelo.

TS. : Question annexe : comment expliques-tu la position de la LCI pour le candidat du PCP, Pato ?

P.R. : Je pense que l'attitude des camarades de la LCI dérive d'une conception nettement dogmatique des problèmes de l'armée, identifiant tous ceux qui y sont à des servants de la politique de la bourgeoisie. D'ailleurs, la critique faite sur Otelo est une analyse tout à fait idéologique du programme dont nous reconnaissons qu'il est insuffisant mais que nous conservons comme un instrument pour élargir et approfondir le débat au sein des travailleurs. Ce qui est important ce n'est pas les erreurs ou ce qui se passe dans la tête d'Otelo mais les résultats effectifs, concrets, que cette campagne peut avoir dans la dynamisation et dans l'organisation du mouvement populaire.

Propos recueillis par Bernard RAVENEL ■

(1) MSU : Mouvement socialiste unifié, constitué de dissidents du MES, de la LUAR et du FSP.

condamnons cette intervention, comme toute intervention étrangère au Liban.

Nous soutenons la résistance palestinienne et les forces libanaises. Nous sommes à leurs côtés, par tous les moyens. Et nous sommes contre ces petites groupes qui pratiquent la dictature contre les peuples palestinien et libanais. Nous sommes contre les diviseurs du Liban.

TS. : Vous fondez l'expérience libyenne de développement sur la « troisième théorie ». Pourriez-vous expliquer ses principes essentiels ?

AS. : Nous voulons que la révolution arabe ne soit influencée ni par le capitalisme ni par le communisme. Nous voyons dans la théorie capitaliste la domination de l'argent sur l'homme. Et nous voyons dans le communisme la domination de l'Etat, qui monopolise tous les moyens de production et toute la vie du citoyen. Nous sommes pour la liberté de l'individu, et son droit à la propriété, à condition que n'existe pas l'exploitation d'autrui.

Et puis, les théories capitalistes et communistes ne s'occupent que de la part matérielle de la vie des hommes. Nous, nous voyons dans l'individu deux parts importantes : une part matérielle et une part spirituelle. Il n'y a pas de stabilité dans la civilisation industrielle, parce qu'elle n'est construite que sur une part. Et nous pensons que la « troisième théorie » couvre précisément ce qui est absent dans les deux autres — tout en profitant également des découvertes scientifiques et industrielles.

Cette théorie valorise l'homme, non pour ce qu'il possède, mais pour ce qui fonde sa personnalité morale. Parce que nous considérons l'homme comme la meilleure création de Dieu : il est le représentant de Dieu sur la terre.

C'est pourquoi peu nous importe de savoir s'il s'agit d'un homme ou d'une femme, d'un arabe ou non, d'un musulman ou non : sans discrimination, c'est l'homme qui nous préoccupe. L'application pratique est simple : nous soutenons dans le monde entier — en Irlande ou en Amérique — l'homme dans sa lutte pour la liberté. Nous sommes aux côtés de l'homme exploité en Afrique, en Asie, partout, sans considération de son idéologie.

Notre théorie se fonde essentiellement sur deux éléments : la religion et la nation. Nous n'oublions pas que d'autres éléments — comme les facteurs économiques et sociaux — jouent un rôle important, mais la religion et la nation sont les moteurs fondamentaux, dans l'histoire des hommes.

TS. : Le visiteur européen peut, précisément, être surpris du rôle important de la religion dans l'idéologie socialiste libyenne...

A.S. : C'est cette surprise qui nous surprend ! Vous entendez séparer religion et politique, alors que, dans notre conception islamique, l'homme politique c'est l'homme religieux. Nous considérons un homme sans religion comme un

homme imparfait. La foi, c'est une loi morale pour l'homme, qui devra rendre des comptes après sa mort, qui sera jugé.

Depuis 1 500 ans, le Coran a toujours été pour la liberté de l'esclave, de l'homme, contre les féodaux et les capitalistes. Il a toujours été pour la justice sociale, pour la coexistence pacifique entre les peuples : comme le dit un verset du Coran : « *Nous vous avons créé, hommes, comme peuples et tribus, pour vous comprendre et vivre en paix.* »

Peut-être une mauvaise application de l'Islam par de nombreux pays arabes a-t-elle causé cette mauvaise image de notre religion. Mais ces applications ne sont pas la loi de l'Islam. On peut considérer que l'Islam n'approuve pas le système monarchique : celui qui gouverne un pays doit être issu de la

désignation populaire et doit s'associer avec les autres dans la décision.

En fait, tous les problèmes qui ont poussé Karl Marx dans sa volonté de libérer l'homme du capitalisme sont mentionnés dans l'Islam. Nous pensons que c'est une religion de liberté, de justice, d'internationalisme.

TS. : Quel est, en Libye, le statut de la femme ? Sa libération est-elle un problème dont se préoccupe votre parti, l'Union socialiste arabe ?

A.S. : Le principe de base est que nous reconnaissons à la femme très exactement les mêmes droits qu'à l'homme. Et nous avons ouvert aux femmes toutes les portes des études universitaires, des fonctions politiques et militaires, car nous avons beaucoup de cadres féminins dans l'armée. Mais toujours en tenant

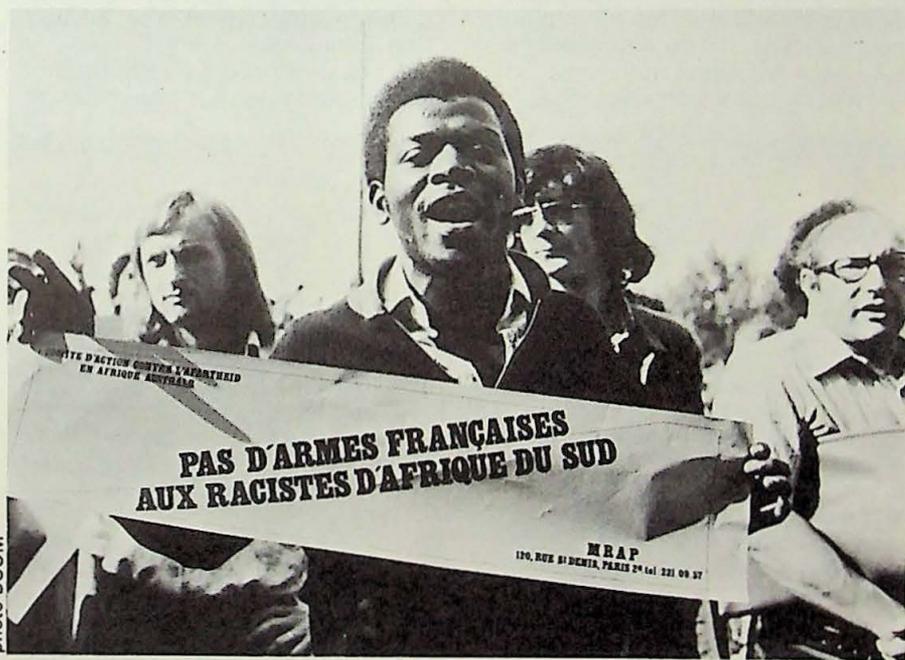
compte de leur situation spécifique : par exemple, dans l'armée elles ont plutôt des fonctions administratives ou de communication.

Nous estimons aussi, à la différence de ce qui se passe en Occident, que certaines fonctions, qui concernent les femmes au plus haut point, devraient être réservées à des femmes : c'est le cas en médecine, de l'obstétrique.

L'Union socialiste arabe, en tant qu'organisation populaire, encourage la promotion de la femme dans tous les domaines. Mais nous considérons trop souvent que la moitié de notre société est comme paralysée : car la femme libyenne, souvent, ne se sert pas de ses droits, n'accomplit pas ses devoirs.

Propos recueillis
par Gilbert HERCET ■

Afrique du Sud : Giscard et Kissinger au secours des racistes



manifestation devant l'ambassade d'Afrique du Sud le 21 juin 1976.

Les Noirs nationalistes d'Afrique du Sud avaient un drapeau : Sharpeville. Et des martyrs : les 70 Noirs qui s'étaient fait massacrer sauvagement en 1960, alors qu'ils manifestaient pacifiquement pour la suppression des fameux « pass ». La répression avait suivi aussitôt : une des plus totalitaires qui se puisse imaginer. Et le silence : le mouvement noir avait été décapité ; seuls des grèves de temps à autre, des arrestations, quelques procès rappelaient que la résistance continuait, sourdement.

Et puis les émeutes de Soweto et Alexandra — les faubourgs-réserves noirs de Johannesburg — sont venues : extrêmes, dures, à la mesure de la violence insoutenable que le régime raciste de Vorster fait subir quotidiennement à l'ensemble de la communauté noire du pays. Ce déchaînement de la jeunesse, qui peut enfin se faire entendre à l'inté-

rieur du pays, au cœur du dispositif de répression le plus perfectionné du monde, résonne comme un cri de guerre.

Bientôt, si tout le monde s'y met, ce cri pourra être celui de la victoire : la pression des pays progressistes africains aux frontières de l'Afrique blanche était déjà forte ; elle le sera plus encore si la vigueur de la résistance en Afrique du Sud même vient réduire à néant les illusions de « dialogue » entretenues par les régimes africains modérés. Désormais, l'ensemble des pays du Tiers-Monde devraient parvenir à mettre en accusation les pays qui servent de bouclier à une Afrique du Sud considérée comme une alliée de l'Occident, face au « communisme » ou à la « montée des races non-blanches » : il s'agit surtout des Etats-Unis — et Kissinger a rencontré récemment le Premier ministre Vorster en Allemagne —, et de la

France, qui a servi d'arsenal à l'armée et à la police sud-africaines. En face de leurs bâtons et de leurs torches, en effet, les émeutiers noirs de Soweto ont trouvé des automitrailleuses et des hélicoptères français : il faudra bien que cela se paie un jour...

MOBILISATION CONTRE L'APARTHEID

La livraison d'une centrale nucléaire et le silence complice du gouvernement français sur les massacres actuels rendent plus nécessaire que jamais une mobilisation contre le régime fasciste et raciste de Vorster.

Trois initiatives ont été prises pour la semaine du 21 au 26 juin. Le PSU est le seul à participer à toutes. La première a été une manifestation aux Invalides ce lundi 21 à l'appel initial du MRAP. Pour la première fois, plusieurs milliers de personnes ont crié leur haine au régime d'Afrique du Sud. La deuxième, c'est le meeting organisé par le collectif contre l'Apartheid qui réunit 26 organisations dont le PC, le PS et le PSU. Ce meeting contre la centrale nucléaire livrée à l'Afrique du Sud a lieu le jeudi 24, 44 rue de Rennes, à 20 h 30. La gauche saura-elle s'engager fermement et concrètement contre la politique de collaboration avec Vorster ? La troisième est une initiative de la Campagne Anti-Outspan (CAO) qui, à l'occasion de l'anniversaire de la Charte de la liberté de l'ANC (1955), organise le 26 juin une journée nationale d'information et de protestation contre le régime raciste. Gageons et espérons que ce n'est qu'un début ! ■

entre nous mais pour vous

A la suite du vote intervenu lors de la dernière DPN au sujet des élections municipales, le débat sur les perspectives de l'autogestion socialiste en France à un moment où la gauche peut l'emporter, n'intéresse pas seulement le PSU, mais tout ceux qui fondent leur espoir sur cette perspective. C'est la raison pour laquelle TS publie régulièrement les différents points de vue qui se sont révélés au cours de ce vote.

une tactique qui prolonge nos luttes quotidiennes

Au-delà des échéances électorales prévues par la Constitution de 1958, ce n'est pas seulement un changement gouvernemental basé sur la victoire des partis qui se réclament de la classe ouvrière qui est devant nous, mais en réalité la question même du pouvoir des travailleurs.

Nous sommes en fait confrontés pour plusieurs années aux tentatives acharnées de la bourgeoisie de surmonter ses contradictions par une restructuration du marché. Les travailleurs organisent à leur niveau la riposte avec les moyens dont ils disposent à la base. De nombreuses luttes, intenses et dures, montrent qu'ils sont aptes et prêts à faire preuve d'initiatives capables de ren-

verser le rapport des forces entre le pouvoir capitaliste et eux. C'est l'exemple des travailleurs du « Parisien Libéré », de Caron-Ozanne, des métallos de La Rochelle, des cheminots, des mineurs, de Réhaut, des LIP, etc.

Mais, malgré la combativité qui s'y exprime, ces luttes n'ont pas trouvé les débouchés, les succès nécessaires à un renversement du rap-

port des forces. Elles ont beau culminer dans des « journées d'action », elles restent isolées. En fait, à la crise globale il est vital de donner une réponse globale qui puisse intégrer les luttes à tous les niveaux. Or, contrairement à ce qu'affirment le PC et le PS avec leur « Programme commun », ce n'est pas ce qu'ils font. Car leur programme est articulé sur une stratégie politique dépendante des élections et des institutions. Et comme en fait les directions syndicales à des nuances près acceptent cette ligne, les luttes revendicatives sont placées consciemment et inconsciemment sous le signe de l'attentisme électoral.

A la nécessaire centralisation des luttes, non de façon artificielle mais en stimulant les convergences naturelles, en recherchant une synthèse unitaire des revendications, les directions CGT et CFDT ne répondent pas et organisent empiriquement la défense des travailleurs en attendant 1978.

L'exemple le plus caractéristique de cette orientation est la résistance sinon la totale opposition à lutter pour des nationalisations sous contrôle ouvrier élargissant celles prévues dans le « Programme commun ». A Lip où le parti a mis cette revendication en avant, on le constate nettement. De la part de la direction CGT, rien d'étonnant, mais aussi, ce qui en dit plus que beaucoup de déclarations d'intentions sur les suites de 1978 de la part de la direction CFDT. En ne prenant que ces deux questions essentielles pour

la mobilisation des travailleurs : la centralisation des luttes, corollaire à une orientation unifiant les revendications — avec tout ce qui en découle d'auto-organisation de type comités de grève... — et la nationalisation sous contrôle ouvrier des secteurs capitalistes en crise qui induit une dynamique révolutionnaire contre le régime, nous devons combattre au cœur même des entreprises ceux qui défendent la stratégie du Programme commun.

Par contre, nous nous retrouvons aux côtés de travailleurs aux aspirations révolutionnaires dont le poids politique et social n'est pas négligeable, comme les débats du congrès CFDT et les premières coordinations d'entreprises en lutte l'ont montré. C'est à cette « avant-garde » au sens large que notre avenir est lié.

Aux côtés de ces travailleurs, nous ne nous retrouvons pas seuls, mais — indépendamment des divergences qui peuvent exister — avec les organisations révolutionnaires, sur une base commune de fait, vis-à-vis des appareils des grandes formations. Notre campagne politique lors des municipales devrait donc être le prolongement de notre lutte révolutionnaire indépendante rassemblant sans sectarisme (organisations révolutionnaires, gauche syndicale, écologistes, féministes...) le courant favorable à notre orientation pour l'autogestion socialiste.

Daniel JUGE (DPN)
et Gilbert MARQUIS (BN)
membres de la commission
nationale Entreprise ■

un peu d'audace

Nous voilà confrontés à un nouveau débat. Encore un, diront les vieux militants qui se souviennent, souvent avec amertume, des déchirements qui traversèrent notre parti depuis son origine. Le PSU a toujours été écartelé entre une double voie politique et organisationnelle : l'intégration à la social-démocratie « rénovée » et le repliement crispé sur une avant-garde détenant la « vérité ». Bien des débats et des scissions ont été le produit de cet affrontement. Et pourtant, cahin-caha, dans une voie étroite, notre parti a défini une stratégie.

Quelle est donc cette stratégie ? — sa perspective, c'est l'instauration d'une société reposant sur la généralisation du pouvoir populaire. Ce pouvoir est celui d'un bloc social à hégémonie ouvrière et reposant sur les conseils d'usines, de quartiers et des campagnes. Bref l'autogestion socialiste.

— le processus révolutionnaire s'appuie sur la constitution des pouvoirs populaires de base que nous favoriserons par tous les moyens, en les organisant sur la base la plus large des forces populaires.

— dès aujourd'hui, il faut développer tout ce qui, dans les luttes, est porteur de cette perspective. D'où la stratégie du contrôle ouvrier et populaire et d'unité populaire qui :

• organise la convergence des forces sociales autour de la classe ouvrière,

• prépare à l'affrontement avec le capitalisme et son Etat et porte la société de demain.

Sur cette analyse, tous les camarades sont d'accord. Alors où sont les divergences ? Elles sont dans les conséquences concrètes qu'il faut en tirer.

En effet, si « le socialisme ne peut se construire que sur la base d'un large accord populaire » (Amiens), l'unité à construire aujourd'hui doit être celle des couches sociales anti-capitalistes telles qu'elles sont, avec les influences qu'elles subissent. Nous devons constater que :

— le bloc social en constitution dans les luttes voit dans la victoire possible de la gauche une issue à ses revendications ;

— ce bloc se constitue largement sous direction politique réformatrice ;

— et pourtant ce sont ces forces so-

ciales qui sont capables, parce qu'elles le montrent dans les luttes, de construire le pouvoir des travailleurs vers l'autogestion socialiste.

De ce constat, nous devons conclure que :

— nous devons tout faire pour contribuer à la victoire électorale de la gauche ;

— il n'y a pas d'unité populaire possible sans unité d'action avec les réformistes ;

— nous devons nous appuyer sur le mouvement social et le développer pour déplacer l'axe politique de la coalition populaire.

La décision de la dernière DPN concernant les municipales n'est que l'application de cette orientation. S'il y a discussion, portons-la au fond, sur la stratégie.

des inquiétudes

Il reste toutefois que bien des camarades, en accord avec cette stratégie, sont inquiets et disent : sommes-nous assez forts pour nous y engager ? Ne doit-on pas d'abord renforcer le parti et affirmer son autonomie ?

A cela il faut répondre que c'est bien parce que l'autonomie du parti est réelle qu'il est possible de s'engager dans cette voie. Bien plus, cette voie permet de renforcer notre rôle politique et notre ligne autonome. Rappelons-nous Lip ou l'affaire des soldats.

Il n'y a pas, en effet, à opposer l'autonomie du PSU et alliance conflictuelle avec les partis réformistes. L'une et l'autre sont profondément liées. C'est parce que le PSU est l'expression d'un courant, certes minoritaire, mais important dans les luttes sociales, qu'il a capacité à s'insérer dans les forces populaires et à modifier leur équilibre politique. Le faisant et affirmant sa volonté unitaire, il sera reconnu politiquement, et pas simplement dans les luttes, par bien des forces.

Le train avance, et nous ne pouvons pas pour changer nos wagons nous mettre sur une voie de garage. Si nous manquons d'audace, quelle que soit la justesse de nos propositions, le PSU sera loin derrière les forces populaires. Alors, un peu d'audace.

Pascal GOLLET
secrétaire national ■

L'homosexualité est un terme inventé en 1869 pour tenter de circonscrire « médicalement », pour mieux l'enfermer, un certain comportement. Inscrites dans le code pénal sous Pétain, puis aggravées sous de Gaulle, les pratiques homosexuelles se sont retrouvées amalgamées avec la criminalité (les relations pédérastiques coûtent les Assises), et la maladie mentale (avec des « thérapies » allant des techniques de répulsion à la lobotomie). Les prisons et les hôpitaux psychiatriques sont pleins d'homosexuels, victimes en fait de l'autorépression de chacun sur sa sexualité.

Dans les structures sociales les plus « viriles », le refoulement de l'homosexualité latente donne lieu à des sévices qui vont du viol à la torture anale par des matraques (dans un commissariat de Marseille), ou des balais (dans une caserne de Perpignan), faits divers qui illustrent de façon flagrante ce que subit de façon plus diffuse mais partout, tout homosexuel, dans son environnement d'habitat, dans son travail et, pour bon nombre de nos camarades, dans leurs rapports militants avec leurs propres organisations syndicales et politiques de gauche et d'extrême gauche.

La sexualité, canalisée par l'ordre moral bourgeois et ses impératifs génitaux procréateurs, se trouve tout entière centrée sur le phallus et son primat. Les structures sociales patriarcales servent de relais approbateur à l'éducation fournie par la famille, l'école et l'armée. La structuration sociale de l'utilisation de la sexualité à des fins de normalité et d'oppression phallogratique serait assez aisée à combattre et cette lutte serait déjà inscrite dans le mouvement ouvrier, si d'un côté le stalinisme n'y avait pas donné un retentissant coup de frein en 1934, et si d'un autre côté, cette structure n'était pas profondément inscrite en chacun de nous : car, en désignant les comportements dits « anormaux » au dehors de nous et en y plaquant l'étiquetage social, nous ne faisons qu'expulser et opprimer nos propres « anormalités », opération d'autant plus aisée que la moralité bourgeoise, se chargeant de la caricaturisation des anormalités, nous permet du coup l'impossibilité d'une telle identification.

deux faits récents

A la manifestation du Premier mai à Paris, le cortège du Mouvement des femmes et, à leur suite, celui des homosexuels ont été agressés par le service d'ordre de la CGT. A la fête du PSU, dans un lieu de tolérance où l'on reconnaît la lutte des femmes et des homosexuels, une bande de loubards (victimes de leur virilité fasciste) ont violé une fille, cogné des homosexuels et ce, dans une indifférence... dangereuse. Il a fallu la mobilisation immédiate au sein

(1) Groupe de Libération Homosexuel Politique et Quotidien ; Adresse postale : PONCIN, B.P. 631, 75160 Paris Cedex 04.

(2) Comme à Cuba où le mouvement homosexuel a réussi à obtenir la fermeture du camp de travail pour homosexuels qui existait dans ce pays socialiste.

même de la fête de la part des féministes et des homosexuels militants, par le biais de prises de paroles, d'une manifestation et d'un théâtre d'intervention pour que le problème soit posé globalement et qu'un énorme meeting y pose politiquement cette complicité généralisée de tous avec la violence phallogratique. Le militant traditionnel, héros-mec, participe bien de cette oppression quotidienne, ce qui lui permet aussi de perpétuer sa vision du rapport d'amour comme rapport de force et la politique comme une affaire de mecs, par les mecs et pour les mecs.

Depuis mai 68, l'apparition d'une nouvelle lutte sur l'aliénation des rôles sociaux s'est faite jour avec les mouvements de femmes et ceux des homosexuels dans les pays capitalistes avancés, en même temps que l'irruption de la jeunesse dans le champ de la pratique et de la réflexion sur la vie quotidienne (communautés, habillement, cheveux longs, etc.).

En France, le FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire), qui fut notre premier cri de révolte, s'est isolé dans des pratiques uniquement provocatrices, entraînant une incompréhension généralisée. Aujourd'hui, le GLH (1) (3 tendances à Paris : Politique et Quotidien, 14 décembre, groupes de bases, allant de la pratique révolutionnaire au réformisme. Leurs divergences seront explicitées ultérieurement — NDLR), qui réunit des militants des principales organisations de gauche et d'extrême gauche, participe (pour certains) à la lutte anti-

capitaliste avec le mouvement ouvrier tout en se battant sur la répression directe et indirecte dont sont victimes les homosexuels, comme sur l'homosexualité latente dans tout le corps social.

une lutte internationale

La lutte des homosexuels est désormais internationale, et si certains mouvements comportent de forts désirs d'intégration (comme aux USA où la lutte des homosexuels dans l'armée utilise le fait d'avoir été médaillé du Viet-Nam, ou en Italie où le candidat homosexuel de Turin, prétextant l'absence de réceptivité des partis, appelle tous les homosexuels à voter pour le parti Radical sur les listes duquel il fait campagne), par contre, certaines luttes clairement anticapitalistes se font jour, dont certaines ont déjà porté leurs fruits (2) : Au Canada, le GHAC (Groupe homosexuel anticapitaliste) regroupe tous les mouvements homosexuels d'Amérique du Nord sur des bases de lutte de classes, en Grande-Bretagne, la revue *Gay-Left* se propose comme centre de réflexion une approche marxiste des luttes sur l'homosexualité.

Ayant conscience que c'est aux homosexuels eux-mêmes qu'il appartient de poser les bases de cette réflexion et de lutter contre leur oppression spécifique, les homosexuels s'organisent en mouvement autonome. Mais il appartient par contre à tous de dénoncer, en nous et hors de nous, les comportements normatifs et phallogratiques et leur relais social, ainsi que de se battre pour que la gauche et l'extrême gauche prennent conscience de l'importance de l'élargissement des luttes sur le terrain du quotidien profondément aliéné par la bourgeoisie.

le collectif du GLHPQ ■

l'homosexuel : l'autre ?



Les homosexuels manifestent le 1^{er} mai aux côtés des travailleurs, après avoir bousculé le service d'ordre de la CGT.

Les états généraux pour l'autogestion socialiste se dérouleront les 3 et 4 juillet à Malakoff (Hauts-de-Seine) :

Samedi, 10 h : Assemblée générale d'ouverture.

Théâtre 71, place du 11-Novembre.

Samedi, 14 h 30 : Carrefours.

Groupe scolaire Jean Jaurès, avenue Jules-Ferry.

Dimanche, 9 h 30 : Forums. Théâtre 71.

Dimanche, 14 h 30 : Assemblée générale.

Théâtre 71.

Pour se rendre au Théâtre 71 ou au groupe scolaire J. Jaurès :

Métro : porte de Vanves ;

Autobus : 191 (porte de Vanves) arrêt : rue Béran-

ger ; 126 (porte d'Orléans) arrêt : André-Coin.

SELECTION TV-RADIO

Vendredi 25 juin sur France-Culture à 20 h 05 : L'industrialisation et les pays en voie de développement. Débat auquel participe Charles Levinson, secrétaire général de la Fédération internationale des travailleurs de la chimie. Malgré les aides apportées par les gouvernements et les sociétés privées des pays riches, l'écart entre le monde développé et le monde en voie de développement ne cesse de croître. L'industrialisation ne résout pas la question de l'indépendance face à la concurrence des pays riches, des multinationales. Quel modèle de croissance choisir ?

Vendredi 25 juin sur Antenne 2 à 22 h 52 : Ciné-club : « Lulu ». Tourné en 1928 par Pabst avec l'actrice la plus érotique du cinéma muet, Louise Brooks, dans le rôle qui fit scandale à l'époque d'une femme (femme sujet) belle, voluptueuse qui ne vit que pour l'amour.

Samedi 26 juin sur France-Culture 14 h 05 - 16 h 20 : L'alphabétisation : « Education ou intégration ? L'olivier sans feuille ».

La parole est donnée à des responsables d'organismes d'alphabétisation et à des travailleurs immigrés. « Quand on ne parle pas le français, dit l'un d'eux, on est comme un olivier sans feuille ».

Pourquoi faire de l'alphabétisation, à quoi sert-elle ? Les motivations des alphabétiseurs et des immigrés sont-elles identiques ? L'alphabétisation telle qu'elle est pratiquée par certains, tout en favorisant une certaine insertion, ne liquide-t-elle pas en même temps la culture propre des immigrés ?

Mercredi 30 juin sur FR 3 à 20 h 30 : Un film : « Maison de poupée » de Joseph Losey.

La prise de conscience d'une femme enfant qui brise la coquille dans laquelle son mari voulait l'enfermer.

A 20 h 30 sur TF 1 : Hommage Jean Vilar à travers un film conçu et réalisé par Jacques Rutman « Une belle vie ».

Judi 1^{er} juillet sur Antenne 2 à 20 h 30 : Télé-film : « La folle de Chaillot » de Giraudoux dans une mise en scène de Gérard Vergez.

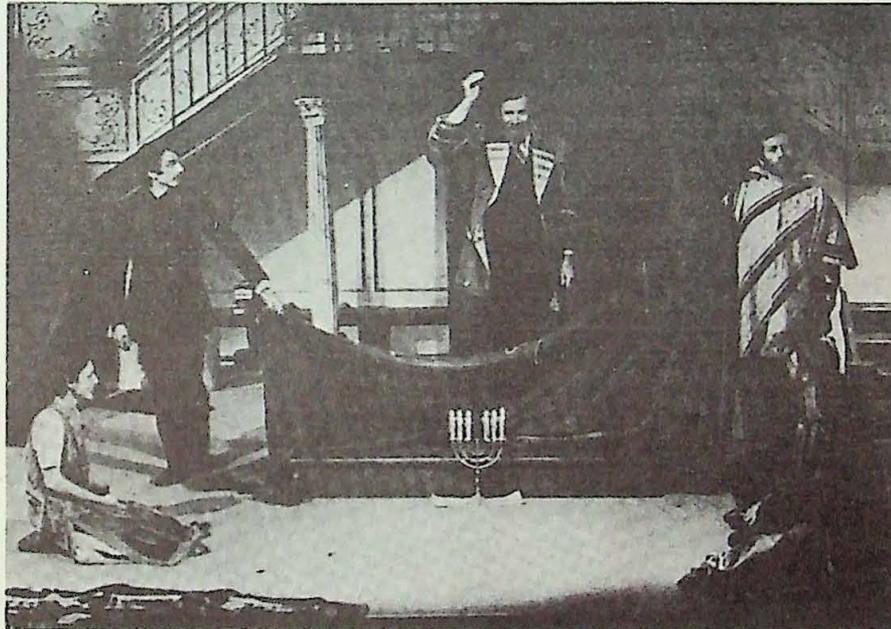
Pour une communauté mondiale sans frontières, basée sur la propriété commune et le contrôle démocratique, produisant pour la seule satisfaction des besoins humains et non pour le profit. **SOCIALISME MONDIAL** s'oppose à toutes les guerres, tous les racismes, tous les gouvernements. Pour un exemplaire gratuit, écrivez à :

B.P. 1578, 1000 Bruxelles, Belgique.

c'est aussi politique

le droit à la création

Le Théâtre populaire de Lorraine a créé à Metz, et montré quelques jours dans la banlieue parisienne, son spectacle formellement le plus abouti : les Histoires de l'Oncle Jakob, dont Jacques Kramer, directeur du T P L, est l'auteur.



Non seulement c'est un très beau spectacle, mais c'est un spectacle exemplaire pour notre temps. En lui, à partir de lui, un homme s'interroge. Qu'est-ce que le théâtre ? Dans les formes, toutes les formes qu'il peut revêtir, comment peut-il prendre en charge notre présent et notre passé proche, méditer sur le vécu et sur la méditation à partir du vécu des hommes qui nous ont précédé, mais dont, à tout moment, nous pouvons être contraints de revivre l'histoire ?

Les Histoires de l'Oncle Jakob donnent vie et voix à un groupe d'humains entre le moment où le ghetto de Varsovie a été fermé sur lui-même et celui où ses survivants ont été évacués sur Auschwitz. Histoires graves, s'il en est. Histoires de mort.

Sur le plateau pourtant, toutes les formes du jeu théâtral sont à l'œuvre. Le tragique, bien sûr, le tragique de tous les jours, qui nous parle de cols devenus trop grands depuis que la ration alimentaire est plus réduite ; mais le comique aussi, celui du théâtre dans le théâtre et de la bande dessinée — David, au pire moment de sa descente au tombeau, rêve de tuer Goliath — et celui

de l'humour, forme suprême, discrètement, quotidiennement assumée, de l'héroïsme.

Par là, la pièce s'inscrit dans un mouvement où le film l'a précédée. Mais là où celui-ci, malaxant un sentiment de responsabilité collective (*Les guichets du Louvre*) avec un plaidoyer pour la vie quand même (*Un sac de billes*) s'engluait parfois dans l'événement, le théâtre impose ses données réflexives.

On comprend mal qu'un spectacle aussi abouti et signifiant ne lève pas définitivement les réticences que la municipalité de Metz peut avoir vis-à-vis du TPL. Et cela d'autant plus que, présenté une trentaine de fois à Metz, le spectacle l'a été devant un public enthousiaste.

C'est au secrétariat d'Etat à la Culture de peser utilement dans la balance. Il est trop facile en effet d'entraver le développement de toute entreprise politiquement importante en se rejetant mutuellement, Etat contre Ville, Ville contre Etat, les responsabilités de l'immobilisme.

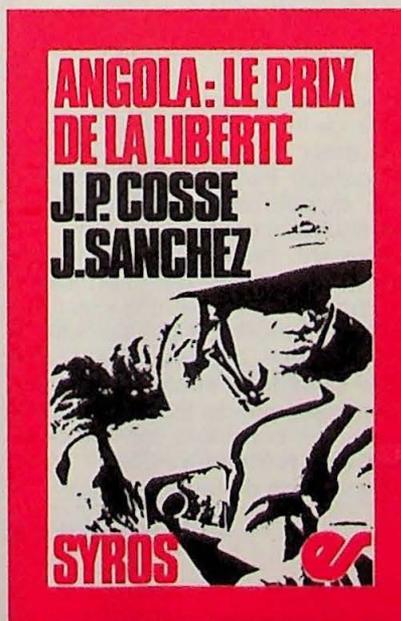
Par son dernier travail scénique, qui s'apparente aux plus grands, autant que par treize ans de créations-animation en région minière, Jacques Kraemer a montré qu'il est, de façon certaine, l'homme de théâtre qui peut prendre en charge les destinées culturelles d'une région. Encore faut-il qu'y soit créé le centre dramatique national que la Lorraine attend.

Dominique NORES ■

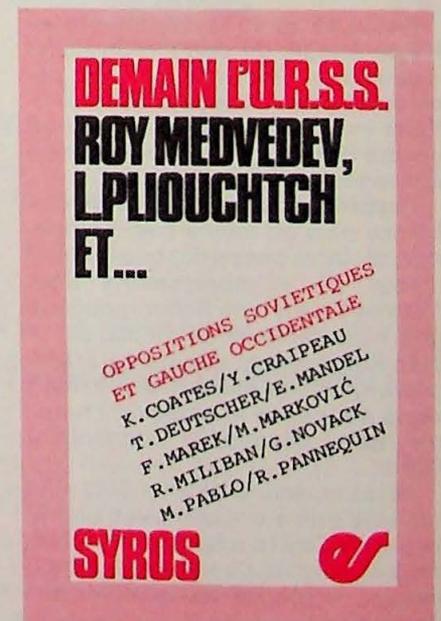
* Histoires de l'Oncle Jakob sera repris en octobre-novembre en Lorraine, puis à Strasbourg (T N S), en Belgique et au Luxembourg.

Dans la collection « Histoire et Théorie » SYROS a publié :

27 F — 248 pages



21 F — 176 pages





disques

La chaîne hi-fi a envahi toutes les chambrettes. Quel est le jeune travailleur qui n'a pas avec ses premières payes acheté un électrophone stéréo ? Le soir on écoute les Stones, Pink Floyd, Le Forestier... De ceux-là, nous allons en parler, mais nombreux sont aussi ceux qui font des disques de qualité marginalisés dans les heures de nuit à la radio. Nombreuses également les productions autonomes (Pole, Lard Free, Heldon), les coopératives (Ventadorn, Droug, Nevenéo). Hors du « show-biz », des voix se font entendre, voix politiques par le texte, ou par les recherches esthétiques qu'elles s'autorisent. Une chronique de disques donc...

Pour prolonger la fête et vu le succès du jazz, signalons quatre rondelles de vinyle à mettre sous votre tête de lecture.

Confluence : 4 voyages (RCA)

Une très bonne entrée en matière pour le free jazz, pour ceux qui ne connaissent qu'Armstrong, Bechet ou à la rigueur Coltrane. Disque solidement planté entre les acquis du jazz classique et les recherches de trois compères. Dakka, morceau composé par Lemal, batteur percussionniste du groupe ; Convergences du violoncelliste Capon : une face rythmée et chaude où le violoncelle se superpose avec piquant sur la gravité de la contrebasse, contrebasse qui forme l'axe de la deuxième face sur une composition de Levallet, plus lente et plus profonde.

Cohelme ensemble : 5 octobre live. (Double album au Chant du monde)

Deux disques très très beaux, d'un abord moins évident que Confluence, mais qui seront pour vous une bonne initiation aux facettes du free jazz. Saxo, clarinette, trompette, guitare, vibraphore, plus de sonorités aiguës, de sons cuivrés qui partent brusquement. Des morceaux éclectiques qui touchent à des idées musicales qu'on n'imaginerait jamais. Une trompette extra. Les réécoutes sont un plaisir de la découverte.

Perception : Mestari (Chant du monde)

Encore plus loin avec leur musique et Lefallet one more time à la contrebasse. Trois compositions : de Kessler (d'origine allemande — aux claviers), de Jeff Seffer (d'origine hongroise — saxo, clarinette, malabar) et du sus-nommé. Interférences des histoires musicales de ces trois musiciens. IncurSIONS dans des rapsodies hongroises, dans le romantisme allemand, dans la musique concrète. Beaucoup de liberté laissée aux sensibilités personnelles, des communications très riches, très difficiles aussi.

Michel ACIDANT ■

deux écrivains de l'exil

Deux livres qu'on ne saurait ranger dans aucune catégorie : à la fois roman, poésie, récit autobiographique au cœur d'une histoire collective, philosophie.

Deux tentatives à long terme, parallèles et radicalement différentes, semblables par ce qu'elles révèlent d'obstination à poser, reposer autrement, creuser les mêmes questions obsédantes jusqu'à ce qu'elles s'inscrivent dans la chair et se confondent avec l'existence même.

Après « Le Champ des oliviers » (1) et « Mémoire de l'absent » (1), Nabile Farès, jeune écrivain algérien, poursuit dans un petit livre dont le titre — « L'Exil et le Désarroi » (2) — pourrait s'appliquer à l'ensemble de son œuvre, un périple dans l'épaisseur de trois temps qui, pour lui, sans cesse se superposent : celui de l'occupation française et de la lutte pour l'Indépendance (de l'enfance, pour l'auteur) ; celui de l'accès à l'Indépendance et des espoirs révolutionnaires ; celui du présent, de la désillusion lucide, de l'écriture conçue non comme refuge mais comme questionnement réitéré à l'infini — que s'est-il passé ? —, questionnement qui est aussi ce qui meut l'écrivain : comment « tout » raconter ? Et le langage ne cache-t-il pas la vérité autant qu'il la dévoile ?

De cette guerre d'Algérie et de cet après-guerre il se sent, depuis le tout début, à la fois partie prenante et exclu des enjeux (mise en cause des mythes nationalistes, du fanatisme militant, etc.), comme de cette lan-

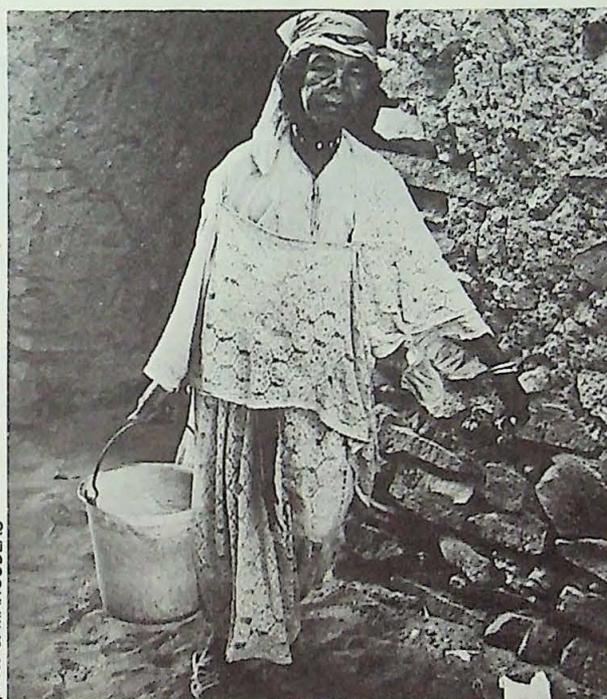


photo C. MAHOUEAU

que française dont son écriture est à la fois originaire et exilée.

Le desarroi semble bien, en effet, l'état naturel de Farès. Ce qui n'a rien à voir avec la compromission, car il connaît trop bien la réalité de l'oppression coloniale (un frère jamais revenu du maquis, un père emprisonné et torturé). Seulement, il pressent que le simple départ physique de l'occupant ne suffira pas à changer véritablement la nature des choses et des gens. Et c'est là la plus grande victoire du système colonial. Il peut, hélas, le vérifier très vite : le pouvoir réel est tout de suite retiré à l'ensemble de la population au profit d'une nouvelle élite dirigeante.

Edmond Jabès, écrivain juif, poursuit dans « Le Livre des Ressemblances » (3) l'interrogation sans formulation finale possible,

mille fois énoncée, mille fois détruite et mille fois reprise dans les sept volumes du « Livre des Questions » (3). Interrogation sur le judaïsme, l'histoire et l'être juifs, qui est aussi questionnement du langage et de l'écriture. Comme par nécessité historique : de partout exclu, le juif trouva refuge dans le livre, refuge qui n'a rien d'un lieu immobile et de tout repos puisque des centaines de rabbins le peuplent, en perpétuel débat contradictoire...

Par-delà la proximité symbolique de leurs noms — Jabès / Farès — de souterraines et justifiées correspondances s'imposent. Justifiées par l'histoire de leurs communautés respectives — le même exil toujours recommencé des Juifs ; l'exil, en leur propre pays, des Algériens colonisés —, leur sentiment d'appartenance, en même temps que d'exclusion à cette histoire et à cette communauté, leur condition d'écrivains exilés de la Parole (Coran, Talmud), d'écrivains de langue française mais dont l'identité culturelle se constitue et se cherche ailleurs...

Christian HERVE ■

Marion LAY ■

- (1) Seuil.
- (2) Maspéro - collection Voix.
- (3) Gallimard.

*Aux Editions du Seuil.

à propos de « La Bête » de René-Victor Pilhes*

Avant et après la découverte en Haute-Ariège, du corps d'un jeune « gauchiste » supposé avoir été déchiété par un ours, des considérations sur le « ventre (en gestation) encore fécond d'où est sortie la bête immonde ».

Certains crieront à l'invraisemblance plus ou moins bien entretenue, d'autres penseront que le subtil auteur de « L'Imprécateur » s'est fourvoyé dans une fiction-politique guère plausible ou du moins, sur le plan littéraire peu original ; il n'empêche que bien souvent (et l'Histoire est là pour nous le rappeler) l'horrible réalité dépasse la « dérisoire » fiction.

Après la lecture de « La Bête », je me suis pris à discuter avec une libraire : « Ceci m'a fait penser à Aléria, à ce qui s'est passé en Corse l'été dernier, à propos du déploiement des forces de police. »

Claude Manceron lui, a pensé à « la prospère Allemagne libérale qui a suicidé Ulrike Meinhof ». (Les Nouvelles littéraires).

Car ce livre, pour nous, est plus une mise en garde, tout comme « Cadavres exquis » de Francesco Rosi, qu'une profonde analyse sur une situation politique.

Pourtant, bien des personnages sont à rapprocher des « princes », « technocrates » ou autres « sieurs » qui nous dirigent et gouvernent. Et des passages les concernant sont assez savoureux et plein d'insinuations pour que ce livre plaise, dérange, soit considéré comme pertinent, trop facile ou salubre.

Donc à lire de toute manière.

vous êtes concernés

les élections à Boulogne-Billancourt : les pratiques du PS

Des faits particulièrement regrettables ont eu lieu le 18 juin 1976 à 20 h 30 dans le préau de l'école des garçons 27, av. Pierre-Grenier où était organisé un meeting d'union pour le soutien à la candidature d'Aimé Halbeher, le candidat communiste arrivé en tête au premier tour.

Ce meeting était organisé et appelé par tract par le PC, le PS, le PSU, le Mouvement des radicaux de gauche et diverses personnalités.

Brigitte Laffont, candidate du PSU au premier tour, s'est vu refuser une place à la tribune par le PS qui a imposé son dictat au reste des organisations.

Dans un premier temps, le PS a proposé de lire à la tribune le texte de désistement du PSU.

Devant l'insistance de la section du PSU, Brigitte Laffont a pu faire une déclaration au pied de la tribune en terminant par ces phrases : « ...Je termine en m'excusant si certaines personnes ne m'ont pas bien entendue. Je ne suis pas à la tribune, il y a à cela une raison précise. Au côté des autres organisations de la gauche nous appelions à voter Aimé Halbeher. Notre sigle figurait en signature sur l'appel à la réunion de ce soir. Nous regrettons que les camarades du parti Socialiste aient cru bon de jeter l'exclusive sur notre organisation. Cela nous rend pessimistes quant aux pratiques unitaires affirmées ici ce soir. »

Jean-Claude CHAILLOU
secrétaire section Boulogne ■

un abonné par adhérent

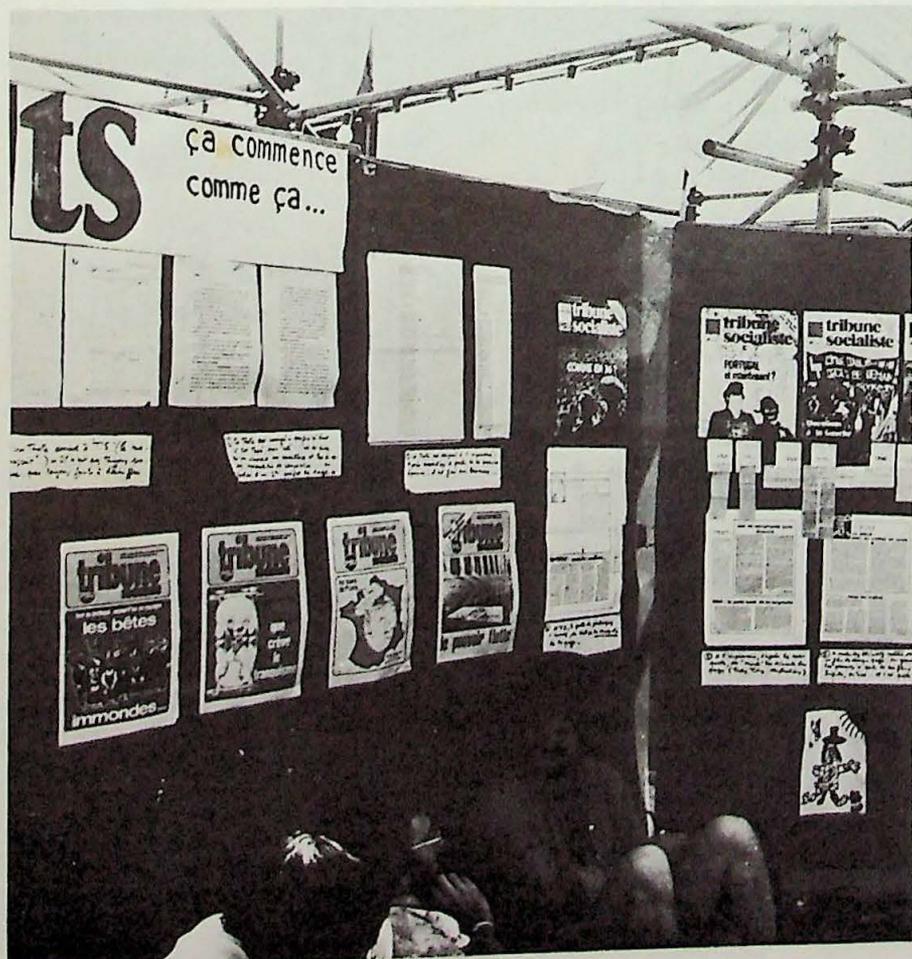
Nous avons tenu notre pari. Chaque semaine de nombreuses lettres témoignent que TS recueille désormais sympathie et attention. Elles nous encouragent à améliorer encore la nouvelle formule. Bien sûr, ça n'est pas encore parfait, mais nous sentons que l'objectif que nous nous sommes fixé n'est plus hors de portée. Il faut pourtant tirer la sonnette d'alarme. Ça n'est pas la première fois. Mais maintenant c'est d'autant plus grave que nous n'avons plus l'excuse de la mauvaise qualité du journal.

Nous devons être clairs ; sinon, il faudra arrêter la parution de *Tribune* avec tous les risques qu'une telle décision comporte pour la vie du parti. Mais nous ne pourrions éviter cette extrémité que si chacun se mobilise sur un objectif simple, clair et décisif.

Il nous faut : **Un nouvel abonné par adhérent.**

Nous avons tous un camarade, un ami qui s'intéresse à ce que nous faisons et qui peut faire l'effort de s'abonner. Le convaincre est un acte doublement politique. Il étend l'influence du parti. Il conditionne la survie de notre journal. C'est une tâche que chacun d'entre nous peut et doit accomplir dans les prochains jours. Chaque section doit en discuter et veiller à sa réalisation.

Alain TLEMCEN, directeur politique
Michel MOUSEL, secrétaire national ■



le stand TS à la fête du PSU à la Courneuve où étaient exposées les différentes phases de fabrication de notre hebdomadaire. Sur ce sujet aussi, un échange entre TS et ses lecteurs est indispensable.

ABONNEZ-VOUS

Avant l'augmentation des tarifs

Un an : 100 F - Six mois : 60 F

avec en prime un livre au choix :

Avec l'abonnement d'un an :

Servitude et grandeur du P.S.U.
(E. Depreux).

Les Mouvements d'émancipation nationale (A. Nin).

L'Etat-patron (Ph. Brachet).

Critique socialiste n° 23 (la crise) et n° 24 (autogestion).

L'Enfer des pompiers (J.-J. Lubrina).

Avec l'abonnement de 6 mois :
Chili 1970-73. Un peuple en lutte (collectif Chili).

Chili : Les documents du complot ITT (J. Anderson).

Le mai des Banques (militants CFDT).

IX^e congrès du P.S.U. Amiens. Décembre 1974.

Le Marché commun contre l'Europe.

Le Manifeste du P.S.U.

Critique socialiste n° 23 ou 24.

Bulletin d'abonnement

à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).

Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.
CB

(1) Rayer les mentions inutiles.

SOUSCRIPTION TS NOUVELLE FORMULE

CCP - PSU 14 020 44 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

à adresser à PSU - Soutien TS - 9, rue Borromée, 75015 Paris.

